

# LA SPAM#6



SPAM #6

MARS 2021

N° SPECIAL SEIS

## LES DERNIÈRES ACTUS DU CAMPUS DES SOLIDARITÉS



[www.campusdessolidarites.eu](http://www.campusdessolidarites.eu)

### Le site du Campus des solidarités fait peau neuve pour le printemps 2021 !

Découvrez notre toute nouvelle interface et plongez dans les contenus de la Saison 20/21 ainsi que dans les ressources produites par le Campus. Les nouveautés ? La possibilité de [s'abonner à notre newsletter la SPAM](#), une rubrique de [documentations thématiques](#), un [répertoire](#) de fiches réseau téléchargeables, et localisables grâce à une cartographie interactive, ainsi qu'un [fil d'actualités](#) pour vous tenir informé.e.s des derniers événements et contenus en ligne !  
Le plus ? Toutes nos productions sont en accès libre !



Un portrait produit par le Campus des solidarités, réalisation S.Pougnand

### Un nouveau portrait de femme : Lou Millour la Very Bad Mother

C'est notre 10ème portrait réalisé pour la thématique fil rouge sur « l'Égalité Femmes Hommes » de la Saison 20/21.

[Découvrez Lou](#), militante féministe bretonne, directrice de Radio Kerne en langue bretonne et fondatrice d'un festival qui devrait voir le jour cet été 2021 : la kermess féministo-punk « Very Bad Mother ». Nous avons discuté avec elle parentalités et féminisme, une association tout sauf évidente, mais plus que bienvenue ;)



### SAVE THE DATE : 15 OCT. 2021 retour du Salon des expérimentations et innovations solidaires

A vos agendas ! Le Salon revient pour une 6ème édition... croisons les doigts ! L'occasion de redonner leur ton festivalier aux solidarités et de renouer avec le regretté « présentiel » sous toutes les coutures : conférences, tables rondes, village de stands, spectacle, etc. D'ores-et-déjà au programme : venez rencontrer les structures que vous avez découvertes lors de la Saison 20/21, et bien d'autres encore ! Toute la programmation en ligne dès juin 2021.

Des suggestions de projets à inviter ? Contactez [LeCampus@askoria.eu](mailto:LeCampus@askoria.eu)

A ne pas manquer dans la suite de la SPAM#6  
la 3ème thématique de la Saison 20/21 et ses articles à la une !





# TERRITOIRES, LIEN SOCIAL ET TRANSMISSION

## AU MENU

### 3 Projets à la loupe

### 2 Portraits de femmes



#### Bip Pop

Une plateforme locale d'entraide au service de la perte d'autonomie

[En savoir plus p.4](#)



#### FAIS!

Rendre les femmes actrices de leur insertion sociale et professionnelle dans les territoires ruraux

[En savoir plus p.10](#)



#### La Soupe

Un projet de tiers-lieu social, culturel et touristique sur la Presqu'île de Crozon

[En savoir plus p.18](#)



#### Geneviève Letourneux

Conseillère à la Ville de Rennes, déléguée aux Droits des femmes et à la Lutte contre les discriminations

[En savoir plus p.25](#)



#### Aurélié Fontaine

journaliste et autrice des podcasts « Breton.ne.s et féministes »

[En savoir plus p.32](#)

## ÉDITO

### Le lien social, trait d'union de la Saison 20/21

Pour cette troisième thématique à l'honneur, nous vous proposons une entrée autour de deux concepts, ceux de territoires et de transmission. Si elle s'intitule « territoires, lien social et transmission, c'est justement parce que la question du lien social nous semble à la fois être le trait d'union entre les deux autres concepts, mais aussi parce qu'il nous semble être central aux questions des solidarités, inhérent à toute expérimentation sociale collective et qu'il a d'ailleurs traversé tous les projets que nous vous avons présentés à ce jour, à titre d'objectif ou de moyen d'innovation.

Le lien social peut être entendu dans sa fonction d'unir l'individu aux groupes sociaux et de garantir leur coexistence pacifique. Si les sociologues et les philosophes politiques ont tenté à travers l'histoire de définir le lien social, a fortiori aux ères de sa dite « crise », la thématique ne livre aucune définition commune mais décline une variété de réalisations marquantes et porteuses de confiance dans les pistes du vivre ensemble. A rebours du commentaire contemporain sur le délitement de la cohésion sociale, d'opposition entre universalité et communautarisme ou vivre ensemble et séparatismes, la SEIS braque les projecteurs sur les espaces qui font société à leur échelle, sur les mouvements qui réduisent un peu la distance entre l'individu et le groupe, où l'intégration se fait sans effacement de la personne, où les particularités ont leur place dans le tout.

## ÉDITO - suite

Aujourd'hui, nous vous proposons de mettre cette question du lien social en tension avec deux dimensions collectives, le territoire et la transmission : dimensions à-même de lui donner sens et direction, incarnation et contextualisation, spatialité et temporalité. La thématique est composée de projets qui créent du lien social sur, par et pour des territoires, ainsi qu'à travers la transmission, au sens d'échange et de formation. C'est donc une acception dynamique du lien social que nous vous proposons : dans l'espace et le temps de construction entre individus. Ce sont là en effet deux supports concrets et incontournables de sa pertinence, de son efficacité et de sa pérennité pour les collectifs.

### L'ancrage territorial des projets à l'honneur

Puisqu'il est question de territoire, soulignons que la SEIS est une Saison qui programme des projets nationaux, voir internationaux, parfois en cours d'essaimage sur divers territoires, c'est aussi une programmation majoritairement bretonne, mais aussi brétilienne, costarmoricaine, finistérienne, morbihannaise, trop souvent rennaise, mais aussi un brin parisienne, de plus en plus rurale, intercommunale... une programmation qui compte des collectivités territoriales, des tiers-lieux, des espaces d'expérimentations localisées. La question de la représentativité territoriale est centrale pour nous, non pour parler de tout le monde, ni pour faire parler tous et toutes, mais surtout pour parler mieux des solidarités, en les problématisant toujours au regard des territoires qui les font vivre à leur donnent leur légitimité.

Le territoire est une question éminemment politique, c'est un espace différencié, avec des spécificités géographiques, historiques, culturelles et économiques. Il est de plus en plus utilisé dans son acception d'une échelle locale pertinente où l'individu peut se sentir inclus, où il essaie d'agir et ancre sa citoyenneté et sa participation. Face au mouvement historique de reflux des logiques politiques jugées trop descendantes, des volontés politiques de plus en plus locales, partagées, participatives, semblent nous raconter que l'horizon d'action collective le plus réaliste, le plus convivial, le plus actif et instructif, est surtout celui des territoires qui font sens par la force des représentations qu'ils sont à même d'évoquer aux individus qui les composent. Ce sera l'appartenance à un quartier, le choix d'un l'habitat partagé, la défense d'un environnement planétaire, ou d'une zone naturelle protégée en particulier, l'échelle départementale, la culture régionale, la ruralité comme mode de vie ou l'identification à une campagne en particulier, ... Qu'il soit support de solidarités vivantes, ou un but en soi à défendre, le territoire est un écosystème qui s'articule autour d'un lieu commun, des gens qui y vivent et des institutions qui en construisent la cohérence dans l'espace... et à travers le temps.

### La transmission, levier de construction des collectifs à travers le temps

C'est ici qu'intervient une seconde dimension, celle de la transmission, avec laquelle nous souhaitons jongler pour cette thématique. Car rappelons-le, la SEIS est portée par ASKORIA, acteur de la formation en intervention sociale. Ce concept peut revêtir selon son champ, psychologique, sociologique, pédagogique, technique, etc. des enjeux très divers. Nous l'entendons ici au sens d'un mouvement du passage aux autres et notamment aux générations suivantes, des valeurs et usages jugés essentiels pour tou.te.s et pour demain. Entre liberté et déterminisme, mutations et préservation, qui peuvent sembler 2 directions opposées, le défi est de les faire justement coexister dans les expérimentations solidaires menées. L'injonction peut être double entre se développer et progresser d'un côté et préserver un héritage et des valeurs de l'autre. Transmettre revient alors davantage à reconnaître la capacité de savoir à l'autre, la capacité de comprendre, désirer, et développer.

Pour la question territoriale, le « retour au local » a émergé comme un ancrage incontournable dans la construction des collectifs, afin de favoriser la participation des population, l'adéquation entre les besoins, les ressources et les possibles à inventer ensemble. De la même manière, concernant la question de la transmission, les projets présentés cette année questionnent l'aspect descendant et centralisé des formes communicationnelles, éducatives, ou de formation. La passation en soi devient un enjeu d'expérimentation. Est interrogée la réciprocité des savoirs, est revendiquée l'expression de tou.te.s, la transmission de patrimoine au même titre que le patrimoine par exemple, est explorée l'adaptation nécessaire des contextes de transmission, sont proposés des espaces-temps d'échanges, d'habitats ou de soins alternatifs.

Le vivier de solidarités est aussi riche que non-exhaustif pour cette troisième transmission éditoriale du Campus. Elle pose la dernière brique à cette Saison qui s'anima encore pour les 2 prochains mois. Un territoire virtuel s'est construit au fil de cette Saison. Il augure, nous l'espérons, des liens sociaux réels, matériels, imaginaires, transterritoriaux et interdisciplinaires qui verront émerger du commun, ou qui contribueront simplement à inspirer les projets en cours ou en germes dans vos esprits et ceux des futurs acteurs des solidarités.



PROJET À LA LOUPE

## BIP POP

### Plateforme locale d'entraide

*Interview avec Anne Guénand,  
Fondatrice du projet*

*Pour lutter contre l'isolement des personnes fragiles et aider à la mobilité, la piste explorée par Bip Pop est celle du soutien aux collectivités territoriales dans la coordination du bénévolat des associations et des particuliers, afin d'élargir leur offre sociale. Leur proposition innovante s'articule autour d'une plateforme web sécurisée et de l'animation de rencontres favorisant le lien social de proximité.*

*Anne Guénand a fondé le projet et est aujourd'hui conseillère scientifique ainsi que l'une des 11 associé.e.s au sein de la SCIC (société coopérative d'intérêt collectif). Elle poursuit par ailleurs son activité d'enseignante-chercheuse en Design d'innovation socio-technique. Elle s'est prêtée au jeu de l'interview pour nous livrer les dessous de ce projet d'entraide.*

# Bip Pop, en quelques mots...

## **Une plateforme pour lutter contre l'isolement, à destination des collectivités**

« Par le biais d'une plateforme adaptée à chaque territoire et développée localement, Bip Pop aide les collectivités à coordonner le bénévolat des particuliers et des associations afin de lutter contre l'isolement des personnes fragiles et d'aider à la mobilité. Si des solutions existent déjà, celles-ci sont le plus souvent payantes et réservées à des publics aisés. L'ensemble des services présents sur la plateforme Bip Pop est non marchand : elle est gratuite pour les bénévoles, les associations et les bénéficiaires. Ce sont les collectivités qui en supportent le coût par le biais d'un abonnement au « juste coût » qui est entre 0.1 et 0.9 euros par an et par habitant. Le tarif dépend du degré de délégation ou d'autonomie que souhaite prendre la collectivité dans la gestion de l'outil.

La plateforme Bip Pop met en relation citoyens, associations et collectivités dans le cadre d'une application web sécurisée à destination des collectivités qui souhaitent élargir leur offre sociale en lien avec les associations du territoire et les particuliers souhaitant s'engager dans le bénévolat. La plateforme diffuse les services d'entraide choisis par le territoire à destination des personnes empêchées, par l'âge, la santé ou le handicap, afin de les aider dans leur quotidien. La mission du dispositif Bip Pop est de lutter contre l'isolement des personnes en perte d'autonomie, que celles-ci aient accès ou non à internet/mobile. »

## **Les Happy Pop : des rencontres pour favoriser le lien de proximité**

« Finalement, Bip Pop est une plateforme d'aide et de lutte contre l'isolement au service de tous les acteurs d'un territoire. C'est effectivement une réponse technique mais cela ne s'arrête pas là : pour que cela fonctionne, il doit y avoir des rencontres organisées entre les bénévoles et animées par la collectivité directement ou par l'équipe Bip Pop en délégation. Ces rencontres, appelées Happy Pop, permettent d'instaurer et de conserver un climat de confiance et un lien social de proximité. Les associations, les bénévoles, les élus, les personnels des centres sociaux, CCAS ou CDAS du territoire y sont conviés. Ces rencontres de proximité, qui font sortir les individus de l'anonymat, participent à la qualité de l'engagement.

Cette plateforme est également une tribune pour les associations qui peuvent se faire connaître localement, éventuellement recruter des bénévoles, un tiers de l'affichage visuel de la plateforme est d'ailleurs consacré à leurs actualités. »

## **L'apport de la recherche dans le projet**

« Je suis une des conseillères scientifiques associée.e.s au sein de Bip Pop et je poursuis par ailleurs mon activité d'enseignante-chercheuse en Design d'innovation socio-technique. Je mesure l'importance de cette activité de recherche dans le déploiement du dispositif : l'attention portée à l'utilisateur final, aux biais d'utilisation, à ses appropriations, à toute cette complexité des interactions entre la technique et l'humain, a permis à Bip Pop d'être ce qu'il est aujourd'hui et de répondre précisément aux besoins des collectivités. Pour moi, la recherche a du sens quand son fruit revient à la société, et il me semble qu'avec Bip Pop nous sommes ancrés dans cette dynamique. »

## **Le choix d'un statut de SCIC - Société Coopérative d'Intérêt Collectif**

« J'ai été accompagnée par Ashoka en 2016 lorsqu'il a été question de penser le statut du projet. A l'époque, nous avons longuement hésité entre association ou société coopérative. Et je pense que nous avons fait le bon choix car nous vendons un service que nous avons développé, nous produisons un outil. Nous ne sommes pas une association qui viendrait faire concurrence à d'autres associations. Ce statut permet de bien clarifier notre message qui a pu être compliqué au départ car nous ne connaissions pas encore bien nos limites d'intervention. En fait les choses sont plutôt simples : nous sommes un fournisseur d'outil et en tant que fournisseur, le statut d'entreprise reste le meilleur ».

# Genèse du projet

## **Une phase de recherche de 2 ans pour identifier les freins et les besoins des futur.e.s utilisateur.trice.s**

« Le projet Bip Pop est le fruit de deux ans de recherche, de co-construction avec des ateliers au sein d'un club de personnes âgées à Compiègne, le Centre Communal d'Action Sociale, l'Université de Compiègne et l'Institut Godin qui est un institut d'innovation sociale. A travers ces deux années de travail, on a pu réussir à faire de la « conception orientée » c'est-à-dire qu'on a utilisé des maquettes, des prototypes suffisamment ouverts, dans des scénarios d'usages émergents ou modifiables, pour élaborer une première réponse à des besoins qui ont été révélés lors des ateliers avec les potentiels futurs utilisateurs.

Par exemple : nous nous sommes rendu compte par ce travail qu'il était très difficile de demander un service lorsqu'on était fragile. Quand on sait qu'on ne pourra pas rendre le service en retour, et qu'on a besoin de quelqu'un pour nous aider ou nous rendre visite, il est difficile d'en parler à son voisinage, cela amène souvent à des situations où les personnes vont préférer s'isoler, ou dire que tout va très bien. Notre outil permet donc, au lieu de faire une demande à son voisin ou à un particulier, de faire une demande à la collectivité qui joue le rôle de tiers de confiance et qui relaie la demande à des bénévoles. Cette demande, formulée à un tiers permet de désinhiber les demandes et de les faciliter.

Pour cette raison, nous parlons de Bip Pop comme d'un dispositif d'encapacitation ou d'*empowerment* : l'idée est de redonner la capacité aux personnes qui ne l'ont pas ou plus, de demander. Mais c'est aussi donner la capacité aux gens de s'impliquer dans un tissu social, d'être reconnus et valorisés en tant que bénévoles.»

## **Une mise à l'écoute pour une adaptation constante de la plateforme**

« Le fait d'écouter les territoires, les utilisateurs, qu'ils soient des particuliers ou des associations, est un pilier constitutif de notre dispositif. On a des dizaines de demandes d'évolutions du dispositif en cours, exprimées par de toutes petites communes ou des départements, afin d'adapter au mieux la réponse technique que nous apportons aux spécificités des territoires. A chaque nouvelle adaptation développée pour un territoire, nous la proposons aux autres comme une nouvelle fonctionnalité afin d'enrichir, s'ils le souhaitent, le service proposé aux administré.e.s. »

## **L'idée innovante : passer par les collectivités**

« Je suis allée voir pas mal de plateformes que j'ai utilisées, questionnées,... j'ai rencontré beaucoup de gens. Mais c'est pendant les ateliers, où on écoute les expériences des un.e.s et des autres qu'est venue cette idée. Toutes les plateformes existantes de pairs à pairs fonctionnent très bien tant qu'on est en forme, vaillant, avec des capacités motrices, cognitives et un peu d'aplomb. Quand on commence à perdre son autonomie, à gagner en fragilité, c'est plus compliqué. Et il ne faudrait surtout pas promettre une relation sociale de confiance à quelqu'un qui en aurait besoin et qui serait déçu. Il est hors de question de prendre le moindre risque à ce sujet et nous nous devons de protéger les personnes fragiles. La réponse que nous apportons pour cette protection, c'est de passer par les collectivités, pour créer un collectif social de confiance où les gens se connaissent et se rencontrent.»

# Les collectivités territoriales

## Les 5 facteurs-clés de succès du dispositif

« Quelle que soit la collectivité, pour nous assurer de la réussite du déploiement du dispositif, nous lui demandons au préalable de répondre aux 5 points suivants qui sont pour nous des incontournables :

1

L'existence d'une cohérence dans la politique locale autour d'un projet de prévention de l'isolement. Si la démarche politique fait partie d'une promesse, d'un engagement sur un territoire, la démarche a toutes les chances de fonctionner. Ce premier point est le plus important à nos yeux. Le désir politique et la capacité d'action jouent énormément dans la réussite du déploiement.

2

Mais la volonté politique ne suffit pas et il faut s'assurer d'une implication possible de tous les acteurs locaux.

3

Il faut s'assurer de la possibilité d'avoir recours à un numéro de téléphone et un interlocuteur identifiable et identifié pour répondre aux demandes des bénéficiaires ou des bénévoles. Parce que même si les chiffres nationaux nous disent que 54 % des personnes de plus de 70 ans se connectent tous les jours à internet, ce que nous constatons nous sur le terrain, c'est que 95% des personnes de plus de 70 ans sur les territoires ruraux ne se connectent pas du tout à internet !

4

Il faut ensuite s'assurer d'une communication régulière dans la presse locale et les supports de communication (lettre aux aîné.e.s, invitation au loto, lettre des vœux, plan canicule, plan grand froid,... )

5

Pour finir, la collectivité doit se poser la question de son désir et de sa capacité à accompagner les bénévoles et les associations dans cette dynamique locale en organisant des réunions, en formant les bénévoles, en impliquant les associations pour qu'elles trouvent un rôle dans cette dynamique. »

## 2 offres différentes pour l'accompagnement des collectivités

« Une en autonomie totale pour la collectivité : c'est-à-dire qu'elle s'abonne, qu'on la forme et qu'ensuite elle gère complètement le dispositif en interne et la dynamique collective avec les bénévoles, la relation avec la presse, la relations avec les associations, la communication auprès des bénéficiaires et les relais des offres et des demandes. Nous avons par exemple un département et une ville qui fonctionnent comme ça : ce n'est donc pas une question de taille de territoire mais bien leurs spécificités qui les font choisir l'une ou l'autre des propositions. Parfois, les collectivités choisissent cette option et confient la mise en œuvre à une association du territoire qui va alors coordonner les solidarités locales.

Notre deuxième offre est celle d'une délégation totale : la collectivité n'a pas les ressources nécessaires à affecter à la mise en place donc elle délègue à Bip Pop cette mission. Nous recrutons donc un ADA (agent de développement et d'animation Bip Pop) pour l'aider à mettre en place le service pendant 12 à 18 mois jusqu'à ce qu'elle puisse être autonome. Ce recrutement se fait sur le territoire car cela n'aurait pas de sens que nous recrutions chez nous dans l'Oise pour mandater quelqu'un pour aller travailler en Gironde ou dans le Rhône, il nous paraît plus pertinent de recruter des personnes qui connaissent déjà le territoire ! De plus, nous impliquons les collectivités dans le recrutement car bien souvent la collectivité choisit, à terme, de recruter elle-même cette personne, ou de mutualiser le recrutement avec des collectivités voisines. »

# Les impacts de la crise sanitaire

## SUR LES USAGES DU DISPOSITIF

« Il y a 5 ans, on parlait d'1.2 million de personnes isolées et c'était déjà trop, aujourd'hui, avec le rapport Guedj de juillet 2020, on parle de 2 millions de personnes âgées isolées...

Nous étions convaincus qu'il y avait des choses à faire, des solutions à construire et maintenant que nous en sommes à 5 ans d'existence du projet, on commence à avoir des données porteuses de sens sur l'intérêt d'un tel dispositif. Le confinement, si c'était nécessaire, nous confirme l'intérêt porté à la plateforme. Dans un sens, pour les personnes âgées, on peut parler du principe de la double peine : celles qui sont déjà seules sont victimes d'un double isolement en raisons du confinement et du principe de précaution. Ce principe est évidemment une bonne chose mais les conséquences sont dramatiques ».

Nous avons eu 400 % d'augmentation d'inscriptions de particuliers sur nos plateformes.

Concernant les demandes du côté des collectivités, ce qui change, c'est la rapidité avec laquelle les collectivités s'engagent et la rapidité avec laquelle les dispositifs sont opérationnels. Aujourd'hui, moins de 15 jours après une demande, nous sommes en mesure de mettre en place une plateforme, communication comprise (édition des flyers, développement du site web et des visuels, transmission du kit com pour que la collectivité puisse informer ses bénévoles et ses administrés, diffusion d'articles de presse,...)

Cette réactivité est évidemment due au développement de notre équipe (passage de 5 à 10 en moins de 6 mois, amélioration de nos process), mais également à des collectivités qui ont réussi à lever des freins dans leur processus de décisions car elles ont eu une vraie prise de

conscience que les moyens traditionnels n'étaient plus suffisants.

Le bénévolat en France étant lui-même vieillissant, certains bénévoles sont devenus des « personnes fragiles » dans le cadre de la pandémie, il a donc fallu trouver de nouvelles alternatives de manière rapide pour protéger les bénévoles. Certaines associations se sont retrouvées avec moins de forces vives et certaines collectivités se sont saisies de Bip Pop pour les soutenir et créer un vivier de

nouveaux bénévoles. En parallèle, beaucoup de salarié.e.s s'étant retrouvé.e.s en télétravail ou en chômage partiel, du temps s'est libéré pour eux.elles et nombre d'entre eux.elles ont éprouvé le besoin de s'engager pour aider les autres. Tous ces facteurs font converger vers une action plus rapide des collectivités dans la prise de décision et la mise en œuvre.

Pendant le confinement nous avons aussi pu remarquer

une augmentation très conséquente de la rapidité des réponses qui étaient apportées aux demandes... nous avons même cru, lors du premier confinement, que nous avions un bug dans notre système puisque les services disparaissaient beaucoup plus rapidement. Nous nous sommes finalement aperçu.e.s que ces « disparitions » étaient simplement liées au fait que les aidant.e.s répondaient très vite aux demandes, certaines étaient pourvues en moins de 10 minutes et s'effaçaient alors de l'affichage public. »

*« Nous avons eu 400 % d'augmentation d'inscriptions de particuliers sur nos plateformes. (...) Du côté des collectivités, ce qui change, c'est la rapidité avec laquelle (elles) s'engagent. (...) Elles ont eu une vraie prise de conscience que les moyens traditionnels n'étaient plus suffisants. »*

# Développements du projet

## Un redéploiement sous « marque blanche »

« Aujourd'hui, les dispositifs Bip Pop sont au nombre de 43 et représentent une couverture de plus de 900 communes. Depuis le début de l'année 2020, Bip Pop a fait le choix de se déployer sous des marques blanches, c'est-à-dire avec des noms de marques locales comme par exemple « monvoisin06aducœur.fr » ; « <https://benevolat.hanau-lapetitepierre.alsace/> », cela permet une meilleure appropriation de l'outil par les collectivités et par les administré.e.s. , c'est aussi un moyen supplémentaire pour les collectivités de s'engager en engageant leur propre nom. Il y a 5 ans, Bip Pop a commencé en développant le dispositif avec l'estampillage Bip Pop sur l'ensemble des éléments de communication et s'est rendu compte que cela pouvait être un frein à la lecture pour les collectivités et les administrés d'où cette proposition de marque blanche. C'est d'ailleurs intéressant comme question pour un entrepreneur que celle de son image... et sa capacité à s'effacer au service de ses clients. »

## Les territoires touchés : du rural à l'urbain

La question de l'isolement n'étant pas propre à la ruralité, nous touchons :

- Des territoires ruraux (Oise, Ain, Aisne, Rhône, Bas-Rhin) avec parfois une densité de moins de 100 habitants au km carré
- Des territoires péri-urbains avec des villes de 13 à 15 000 habitants ; sur ces territoires péri-urbains, La plupart du temps, le déploiement du dispositif commence sur un territoire avec une seule commune, puis au fil du temps, l'intercommunalité s'en saisit et l'étend à plusieurs de ses communes.
- Des centres urbains (Nice, Menton, Antibes,...). De manière générale, il y a plus d'opportunité de bénévolat dans les zones urbaines, une plus grande densité, une facilité de déplacements qui rend l'outil plus facilement appropriable.

## Des problématiques de l'âge à la question de la précarité sociale : élargissement du public

« Au départ, soutenus par le Département de l'Oise via la conférence des financeurs, le public a été celui des personnes en perte d'autonomie. L'âge peut évidemment être un facteur de perte de son autonomie mais il n'est pas le seul, la santé, le handicap ou la précarité sociale peuvent aussi amener à une perte d'autonomie. Les collectivités ouvrent leur plateforme à tous ces publics et l'on note une forte augmentation de demandes de personnes en situation de précarité sociale. »

## Vous êtes tout jeune lauréat de la FFE : qu'est ce que cela va vous permettre ? Où vous voyez-vous dans 5 ans ?

« Le concours de la France s'engage n'est pas un concours anodin et il est important pour nous de pouvoir contribuer, justement, à cette France qui s'engage ! Avec Bip Pop, il est justement question de collectivités, de particuliers et d'associations qui s'engagent, nous ne sommes que le relai de cet engagement qui montre qu'il est possible de changer les choses localement.

Être lauréat de la FFE est une belle preuve de confiance, c'est aussi des moyens pour nous de structurer notre équipe et notre offre. Nous avons d'ailleurs commencé à recruter des profils diversifiés pour monter en compétences dans des domaines où cela nous semblait nécessaire : développement de notre stratégie commerciale ou formation des équipes par exemple.

Un de nos objectifs à développer dans les prochains temps est celui d'avoir la capacité de faire connaître notre dispositif en visant plus d'impact pour chaque bénéficiaire, plus de bénéficiaires par territoire, et des nouveaux bénéficiaires sur de nouveaux territoires, et bien sûr de mesurer notre impact. »

**Propos recueillis par le Campus des solidarités  
Le 5 janvier 2021**

# *projet à la loupe*

## **FAIS!**

**FEMMES ACTRICES DE LEUR INSERTION  
SOCIALE ET PROFESSIONNELLE**

*Un projet porté par la FNCIDFF - Fédération nationale des  
Centres d'information sur les droits des femmes et des familles*

---

## *p.2* **PRESENTATION** du projet national

En 2017, le CGET (Commissariat général à l'égalité des territoires) en lien avec le ministère chargé des Droits des femmes a lancé un groupe de travail sur les freins rencontrés par les femmes sur les territoires ruraux.

C'est dans ce cadre que la FNCIDFF, après une étude lancée auprès de ses antennes locales, a proposé le projet expérimental : Fais ! Il a été mené sur deux territoires à partir de fin 2018, le Cantal et L'Aisne. Découvrez les constats dont est parti le projet, la méthodologie commune engagée et les grands axes de développement de cette expérimentation.

## *p.4* **INTERVIEWS** - CIDFF de l'Aisne

*Témoignages sur l'expérimentation territoriale de 2019*

- Emilie DESSAINT , Directrice du CIDFF de l'Aisne.
- Sylvie BROCHART , conseillère emploi, animatrice du groupe Fais !

## *p.8* **IMPACTS** 2019 du projet Fais!

*Bilan des 2 expérimentations, réalisé par la FNCIDFF*

# 1. PRESENTATION • le projet Fais!

Le projet Fais! proposé par la FNCIDFF a reçu le soutien du CGET, du secrétariat d'Etat en charge de l'Egalité femmes-hommes et de la CNAF (Caisse nationale d'allocations familiales) pour expérimenter entre octobre 2018 et fin septembre 2019 sur 2 territoires : Maurs (Cantal) et Marle (Aisne). La proposition a été retenue pour son caractère innovant, qui réside dans l'implication recherchée des bénéficiaires, habitantes des territoires en question, et appelées à devenir elles-mêmes actrices de leur insertion sociale et professionnelle.

## L' enquête préalable de la FNCIDFF

Invitée à participer au groupe de travail préalable, la FNCIDFF a fondé sa proposition expérimentale sur les résultats d'une enquête menée à cette fin, en 2017, auprès des CIDFF.

L'étude pointe de freins caractéristiques aux territoires ruraux et les nécessaires pistes participatives d'insertion sociale :

« Les inégalités entre les femmes et les hommes sont accrues du fait des disparités d'accès aux services sur les territoires ruraux (mobilité, méconnaissance des dispositifs, manque d'accès à l'information sur leurs droits, pénuries de mode de garde, isolement, zone blanche pour l'accès à Internet, situation de violences, santé, situation d'aidantes familiales...).

Plus les femmes s'éloignent des structures pouvant les accompagner dans leur démarche, plus elles s'enferment dans le repli et l'isolement. Il devient alors urgent de leur proposer des modalités d'accompagnements innovantes leur permettant à la fois de prendre connaissance de l'offre locale et d'élargir leurs possibilités de choix professionnels. »

*(extraits de CIDFF Infos n°219, déc. 2018, Actualités « Lancement du projet Fais! p.8)*

**Résultats de l'étude disponibles dans le CIDFF Infos n° 200 de mai 2017, p. 8 à 10, disponible sur l'espace Documentation du Centre de ressources de la FNCIDFF.**

## Objectifs du projet

- Remobiliser les femmes éloignées de l'emploi
- Favoriser l'accès au droit, l'autonomie sociale et professionnelle des femmes en milieu rural
- Améliorer la connaissance des problématiques rencontrées par les femmes dans les territoires ruraux en matière d'insertion sociale et professionnelle, d'accès au droit...
- Impliquer les femmes dans la sensibilisation des acteurs locaux sur leurs besoins et attentes en matière de retour à l'emploi
- Amener les femmes à élargir leurs choix professionnels et élaborer un projet qui soit réaliste et réalisable en tenant compte des spécificités de leur territoire.

# Une démarche commune aux 2 territoires

Fais! a été porté dans le Cantal et dans l'Aisne, par les CIDFF locaux, auprès de 2 groupes de femmes. Il a été déployé sur la base d'une méthodologie commune, axée autour :

- de la sensibilisation (ateliers sur l'égalité femmes-hommes, sur l'élargissement des choix professionnels, sur la mixité des métiers)
- de l'accompagnement à l'élaboration du projet professionnel ou de formation par le CIDFF
- de la réalisation d'un double diagnostic tout au long de l'expérimentation. Cet axe allie la réalisation par les femmes actrices du projet, d'un diagnostic de territoire par le groupe et d'un diagnostic individuel par chaque femme.



L'objectif de cette double démarche : identifier les freins personnels et « périphériques » à l'insertion. Ce volet doit permettre au groupe de femmes engagées dans la démarche, de réfléchir aux solutions à mettre en place à ces différentes échelles pour lever ces freins.

Le groupe s'engage jusqu'à la rencontre avec les acteurs de territoire, auprès desquels sont formulées les propositions liées à l'accès aux services, à la formation, à la création d'entreprise, etc. Propositions qui ont vocation à être portées par ailleurs jusqu'au CGET via le bilan de fin d'action.



## 2. INTERVIEWS • CIDFF de l'Aisne

Découvrez à travers les témoignage croisés d'Emilie Dessaint (Directrice du CIDFF de l'Aisne) et Sylvie Brochart, (conseillère emploi au CIDFF), les dessous de la mise en place de l'expérimentation « Fais! » sur le territoire de Marle. Lancé début 2019 avec les premières réunions d'information pour mobiliser le public et les partenaires, le projet a pu être mis en place de manière effective de mai à septembre 2019.

### **Emilie Dessaint et Sylvie Brochart, quels ont été vos rôles dans le projet ?**

ED : « Je suis pour ma part directrice du CIDFF de l'Aisne. Dans le cadre de ce projet, j'ai mis en route les relations institutionnelles, avec les élus du territoire, la sous-Préfecture, la Direccte, et j'ai assuré leur présence au Comité de pilotage pour qu'ils connaissent et s'impliquent sur ce projet innovant sur le département. L'enjeu était qu'in fine, les propositions émises par les participantes à l'issue du diagnostic soient entendues par les acteurs du territoire. L'autre partie du travail a concerné la relation avec la Fédération nationale, notamment pour l'aspect communication. »

SB : « Je suis pour ma part, conseillère emploi et m'occupe d'actions de remobilisation, financées par le Conseil départemental. La remobilisation, c'est encourager les femmes à sortir de chez elles, leur donner envie et leur montrer qu'il y a des choses possibles. Moi je me suis occupée de l'animation du groupe Fais !. L'idée était d'écouter et

d'entendre leurs besoins. Mon rôle a été surtout de dédramatiser, d'enlever les peurs. Puis de faire la synthèse des informations, les analyser et pousser parfois plus loin le diagnostic.

### **Parlez-nous tout d'abord du territoire rural de l'Aisne.**

ED : « Ici il n'y a que la vie du village qui existe et rien d'autre à côté. Une ville qui est à une distance de 20km, c'est aussi lointain que Paris peut l'être dans la tête des gens. Il y a un resserrement de la vie sur le village, l'hyper-proche. »

SB : « Comme beaucoup de territoires ruraux, il est caractérisé par des freins importants à la mobilité, et au lien social.

ED : « Les populations sont loin de tout ont souvent accès à peu de services ou d'infrastructures culturelles, médico-sociales. On est en manque de tout sur l'Aisne mais on considère que : « C'est normal, on est dans le département de l'Aisne ! ». 80 % du territoire est rural et des villes comme St Quentin ne sont pas des grosses villes.

Pour toute démarche de santé, vous allez soit à Reims, à Paris ou Amiens. Cela entraîne des problèmes de non-recours aux soins notamment.

Il y a par ailleurs, côté éducation, beaucoup de problèmes d'illettrisme et de décrochage scolaire. Cela ajoute des freins à la question de la mobilité d'ailleurs : l'illettrisme est un facteur empêchant d'apprendre la conduite.

Le taux de chômage est ici supérieur à la moyenne nationale et nous avons donc une importante précarité. Un fait marquant, c'est aussi le taux supérieur à la moyenne de grossesses précoces (plus de 50 par an) : on dit toujours que le nord est le département le plus touché.

Mais il faut pointer aussi des évolutions : la fibre arrive, nous avons vu un déploiement des Maisons France service.

Les territoires ruraux sont dépourvus de tout, mais on sent que la logique d'une trop grande centralisation s'inverse. »

**Comment avez-vous repéré, mobilisé et impliqué durablement le groupe de femmes ?**

• ED : « La phase de mobilisation est passée par beaucoup de distributions de flyers en mairies mais aussi sur les marchés, par la publication d'articles de presse locale pour toucher un maximum de personnes, par des posts sur les réseaux sociaux. Nous avons aussi envoyé par mail des présentations du projet à tous les maires des communes du territoire.

SB : « La difficulté principale a été de mobiliser les partenaires et pour eux de mobiliser du public. Ce qui nous a permis d'avancer c'est que nous sommes reparties

du groupe que nous avons déjà sur Marle dans le cadre d'une autre action. Cela nous a permis de compléter l'action déjà en place et d'aller plus loin avec les femmes impliquées. Nous avons donc construit un groupe à partir de là, et le bouche-à-oreille a ensuite fonctionné.

**Aviez-vous émis des critères pour constituer ce groupe ?**

• SB : « Il n'y avait pas d'autre critère qu'être une femme, et habiter le territoire de Marle. On accueillait même des femmes en emploi, à temps partiel par exemple et qui avaient besoin d'un temps plein, ou envie de s'investir sur le diagnostic de territoire, ou envie de faire avancer la place des femmes. »

**Parlez-nous du groupe que vous avez réuni : sa composition, les freins en commun, etc.**

• SB : « Certaines étaient en emploi, d'autres au chômage. Elles avaient entre 20 ans et 40 ans. Du point de vue de leur parcours, certaines avaient de l'expérience professionnelle mais se posaient d'importantes questions de reconversion par exemple (l'une avait appris qu'elle ne pouvait plus exercer son métier). D'autres étaient

plus dans la construction de leur projet. Certaines avaient des idées. D'autres, qui n'avaient aucune idée, partaient du principe que rien n'était possible car elles n'étaient pas qualifiées. Beaucoup étaient par ailleurs

en situation monoparentale. Et la majorité des personnes étaient bénéficiaires du RSA et manquaient de moyen pour prendre par exemple le train. Ça a un coût important, qui freine grandement l'envie et la motivation. »

**Y a-t-il des problématiques particulières pour les femmes en général sur ce territoire rural ?**

• ED : « Les violences conjugales sont très présentes sur le territoire. Sur chaque groupe que Sylvie accompagne, il y a des femmes victimes de violences et qui ne s'en rendent pas forcément compte : elles ne considèrent pas cela comme de la violence. L'action « Fais ! » a permis à une femme de sortir de sa situation de violences . »

## LES FEMMES AU CŒUR DU PROJET

# Retour sur les **ATELIERS** *observations*

---

## **Comment se sont déroulés ces ateliers ?**

ED : « Nous avons animé à notre façon mais pour répondre à des grands objectifs communs, à une trame générale, qui ciblait par exemple des structures typiques énumérées à l'avance. Il s'agissait :

- d'animer des informations sur l'égalité Femme-Homme, de parler de la mixité des métiers, de travailler l'élargissement des choix professionnels, l'articulation des temps de vie,
- d'analyser ensemble les freins à leur insertion sociale et professionnelle,
- d'analyser le projet professionnel,
- de diagnostiquer le territoire (en réalisant un état des lieux sur l'offre existante sur l'emploi la formation, les modes de garde, les transports, la mobilité, et l'information existante sur les droits).
- de formuler des propositions communes aux élus et acteurs du territoire en général.
- d'avancer du côté individuel sur la construction de leur projet professionnel

Nous avons répondu à ces axes, en adoptant une méthode d'animation qui nous est propre et qui a fonctionné. Les gens s'investissent de toute façon quand on part de leurs besoins. »

SB : « Je suis partie de leurs besoins, je les ai laissées parler de leurs difficultés quotidiennes. Puis je les ai laissées actrices. J'ai servi de guide. Je dédramatisais et les encourageais à aller frapper aux portes. »

## **Quel était le rythme de ces ateliers ?**

ED : « On avait prévu des ateliers collectifs 2 à 3 fois par mois et des entretiens individuels. Elles avaient par ailleurs des démarches et recherches à faire de leur côté, en dehors des jours de rencontre avec le groupe. »

## **Qu'avez-vous observé de la dynamique de groupe ?**

SB : « Il y avait beaucoup de respect malgré les différences d'âge, d'écoute et de cohésion. C'est ce qui a permis qu'elles s'entraident à l'extérieur : elles n'ont pas attendu d'être réunies pour faire les choses ensemble, s'accompagner sur leurs rendez-vous à l'extérieur. »

ED : « Je rajouterai qu'elles étaient très enthousiastes et dynamiques. Et plus on avançait dans l'action, plus on les voyait enthousiastes. Elles y croyaient ! Je repense au moment de la présentation publique finale de leurs propositions : elles étaient toutes très bien habillées, et elles avaient un immense sourire... On voyait qu'elles étaient contentes d'avoir accepté le défi de faire un diagnostic de territoire et de le présenter en public. »

## **Pensez vous à une difficulté rencontrée dans la conduite de cette animation avec les femmes ? Un frein particulier ?**

SB : « Le manque d'amabilité qu'elles ont parfois rencontré quand elles allaient frapper à une porte, les a touchées. Pour elles, c'était important que le contact humain soit bienveillant. Une des clefs de la réussite pour ces femmes, ce sont des relations ouvertes

# L'IMPACT *du projet sur les femmes et le territoire.*

## **Le projet a-t-il débouché sur une accélération de leur insertion professionnelle ?**

SB : « L'une a eu un CDI à l'issue de l'action. Il y a aussi eu un départ en formation qualifiante, un autre sur une formation pour travailler l'emploi et trouver son métier et enfin une troisième en chantier d'insertion actuellement. Une personne a déménagé suite aux violences familiales. Une autre a passé son permis de conduire. Elles ont toutes vécu cette action comme un tremplin, un démarrage qui a pris plus ou moins de temps selon les personnes. »

## **Qu'est ce que « Fais ! » leur a apporté d'autre d'après vous ?**

SB : « Elles ont retenu d'aller jusqu'au bout des choses, de ne plus baisser les bras. Et l'autonomie. Développer du lien et croire en elles. Savoir dire : « J'existe et je peux faire des choses ». C'est une reconstruction pour elles.

Au-delà d'avoir fait un diagnostic du territoire, elles ont fait un diagnostic d'elles-mêmes. Elles étaient conscientes de là où elles étaient au départ de l'action, et ont fait le bilan de ce que leur a apporté l'action. Elles ont changé de regard sur elles-mêmes.

Elles sont allées au fil du projet se renseigner surtout sur les services. Elles ont été à la CAF, elles ont échangé avec la directrice du Pôle Emploi du territoire de Lens pour demander comment ça fonctionnait. Il y a une maison médicale à Marle mais elles ne savaient pas par exemple quels spécialistes y travaillaient. Donc elles ont en tout cas appris à aller vers les acteurs et chercher l'information.

Sur la question de la mobilité, elles sont allées se renseigner sur les horaires de transport, et les modes de garde disponibles sur le territoire, elles ont-elles même pris conscience que pour certaines opportunités, il fallait passer le permis et acquérir une voiture pour aller jusqu'au bout. Elles ont appris à avoir un plan B elles-mêmes. »

ED : « Elles ont aussi appris à s'exprimer en public. Pour la présentation publique : elles avaient créé des affiches présentant leurs freins, les résultats du diagnostic. Chacune en présentait un. La prise de parole a été partagée. Tout ça était inespéré au démarrage.

## **Quel a été l'accueil par le comité de pilotage, de leurs propositions d'actions pour le territoire ?**

ED : « Ca a été très bien pris de manière générale. Elles ont notamment remonté au maire de Marle, le besoin d'un tiers lieu numérique pour faciliter l'accès aux droits (il n'y a actuellement qu'une petite salle communale équipée en ordinateurs, et peu accessible). Il a pris cela en compte, même si pour le moment ce tiers-lieu et le projet de crèche ont été repoussés du fait des élections et des conditions sanitaires. Ils ont au moins élargi l'ouverture de cette salle communale en attendant.

### *Savoir dire :*

*« J'existe et je peux faire des choses ». C'est une reconstruction pour elles.*

## **La dynamique du comité de pilotage a-t-elle permis un meilleur maillage entre les acteurs, ou des retombées partenariales pour vous ?**

ED : « Ça a facilité les choses au niveau de la Communauté de commune pour nous : on a pu se rencontrer par la suite, visiter les ateliers d'insertion. Et on a signé une convention pour que les personnes que nous accompagnons participent aux ateliers « codes » que la commune met en place, et puissent utiliser le simulateur de conduite. Ça nous a permis de travailler la mobilité de façon plus efficace dans le cadre de nos actions de remobilisation car cela engendre une économie financière conséquente sur le permis de conduire.

Et du côté des élus et des partenaires, nous sommes aujourd'hui mieux connues et reconnues sur la dimension d'insertion sociale et professionnelle. Nous sommes souvent identifiées « accès aux droits, accompagnement juridique et violences conjugales ». C'était une bonne action pour montrer nos savoir-faire, notre complémentarité sur l'insertion.»

### **Avez-vous une idée des orientations ou évolutions nécessaires si un prochain Fais ! devait se monter sur votre territoire ?**

ED : « C'est un projet très innovant et intéressant qu'on essaie de développer. Pour 2020, nous avons eu une subvention du FDVA (fonds pour le développement à la vie associative) pour permettre de mettre en place l'action sur un autre secteur géographique (Bohain-en-vermandois : un arrondissement de St Quentin en région Hauts de France)

Nous recherchons des subventions complémentaires pour le relancer, et avons déposé le projet dans le cadre de France relance (appel à projet du Ministère de la

Santé) ainsi qu'auprès d'une fondation.

Nous avons désormais émis le projet d'investir dans l'achat d'un minibus pour faciliter la mobilité dans le cadre du projet, sur les visites d'entreprises, sur le diagnostic de territoire, pour le contact avec les centres de formation.

Nous aurions pour Bohain-en-vermandois l'appui logistique du Centre social qui accueille 100 femmes presque quotidiennement. Cela nous assurera une mobilisation plus réactive.

Il nous faudrait aussi accentuer la mobilisation des partenaires et pour cela avoir une temporalité du projet sur 10-12 mois pour ne pas être autant dans l'urgence. Cela nous laissera plus de temps pour mobiliser et aller au-devant des personnes, des entreprises etc. il

**Propos recueillis par le Campus des Solidarités, le 26 janvier 2021**

## **3. BILAN de Fais!** Par la FNCIDFF, 2019

L'expérimentation menée parallèlement dans l'Aisne et le Cantal et pilotée par la FNCIDFF s'est achevée par la tenue des comités de pilotages respectifs en septembre et octobre 2019. A cette occasion, les partenaires ont pris connaissance des freins identifiés par les femmes dans leur insertion sociale et professionnelle et ont pu entendre leurs propositions.

Les femmes ayant participé à l'expérimentation ont surtout pu témoigner du chemin réalisé vers l'autonomie, la confiance en soi et la prise de parole en public.

D'un point de vue quantitatif, l'expérimentation a permis le retour à l'emploi ou l'entrée en formation d'un grand nombre de femmes impliquées. En effet, sur les 37 femmes informées dans le cadre de ce projet « Fais ! » :

- 15 ont été accompagnées par les CIDFF de l'Aisne et du Cantal,
- 4 ont retrouvé un emploi,
- 5 sont entrées en formation,
- 1 a obtenu son permis de conduire ce qui lui permet de poursuivre la formation dans laquelle elle était engagée (formatrice pour adultes).

Ce projet a vocation à être décliné dans d'autres territoires, selon les besoins et les soutiens au niveau local des CIDFF.

**Extrait du CIDFF-INFOS n°251, Janvier 2020, Actualités  
« Infographies des impacts du projet Fais! », p.13**

Projet à la loupe

# La Soupape

---

PRESQU'ÎLE DE CROZON - AULNE MARITIME

Un tiers-lieu innovant d'accueil et d'hébergement à destination des habitant.e.s de la presqu'île de Crozon-Aulne maritime (29) est en projet depuis 2019.

Au cœur de la Soupape, le répit : celui qu'ils souhaitent proposer aux aidant.e.s mais aussi et plus largement aux habitant.e.s et aux touristes qui pourront se rencontrer et faire vivre ce lieu participatif et intergénérationnel. Les cinq fondateur.trice.s travaillent donc désormais à la recherche d'un lieu pour concrétiser leurs idées !

**Cet article vous propose de mieux comprendre les enjeux de ce projet. Découvrez l'entretien avec Julie Le Fur, psychologue clinicienne qui a rejoint le projet en 2018. Elle a travaillé une dizaine d'années dans le milieu médico-social auprès de personnes en situation de grande exclusion, de précarité, de handicap et auprès des aidants familiaux qui ont un proche en perte d'autonomie. Pour nous, elle revient sur la genèse du projet, ses axes de développement et le chantier qui reste à mener pour ouvrir un jour ce tiers-lieu en presqu'île de Crozon.**

Propos recueillis par le Campus des Solidarités  
le 12 janvier 2021

# Aux origines de la *Soupape*

## **Une équipe issue du monde social et médico-social**

« Nous sommes 5 personnes en tout, tous entre 40 et 60 ans, diplômés, qualifiés et issus du médico-social et du milieu éducatif. Nous sommes tous impliqués dans le milieu associatif, artistique, culturel et de défense des droits des personnes en situation de vulnérabilité.

L'équipe est composée d'une responsable de service (M2 en management, responsable de structure médico-sociale pour personnes âgées et personnes handicapées, anciennement institutrice) ; d'éducatrices qui sont en mesure de protection jeunes mineurs (qui ont aussi travaillé à l'étranger avec des enfants en grande précarité, et notamment été guide nature pour l'une d'elles). Moi j'ai une formation en art thérapie, et je suis présidente d'une association de migrants (BUREK 29). Une éducatrice spécialisée a travaillé en Palestine avec des jeunes.

## **Un projet commun : sortir de la logique institutionnelle**

La construction du projet s'est faite à partir de la mise en commun de nos expériences, de nos envies, et confrontation de nos idées. C'est d'abord un partage de constats. Nous étions interpellés par la logique comptable des institutions médico-sociales et souhaitons remettre des valeurs humanistes au centre.

Dans nos institutions par ailleurs, les personnes que nous accompagnons, nous font retour d'un sentiment de cloisonnement dans leur vie quotidienne : les personnes en situation de handicap ne côtoient par exemple que des personnes en situation de handicap.

Une partie des professionnels aujourd'hui impliqués, était engagée par ailleurs dans l'association Jour de Fête, qui a pour vocation la promotion du spectacle vivant de qualité sur la presqu'île. Ce territoire fonctionne presque comme une île : les gens sortent

peu et mènent une vie quasi insulaire. Ils accèdent peu aux salles de spectacles comme le Quartz à Brest ou le théâtre de Cornouaille à Quimper. Le projet vient de cet enjeu véritablement politique que ces personnes ont pointé : le manque de services et de structures, aussi dans le domaine social et médico-social.

De là est née la Soupape, avec cette envie de pouvoir construire un lieu d'accueil et d'hébergement intergénérationnel, mixé à une offre de tourisme solidaire.

En 2018, a commencé notre rencontre et la mise en

## **L'accompagnement par TAG 29 pour lancer le projet**

commun de nos idées avec la naissance d'une envie folle de construire une institution... alors même que les financements d'établissements ne sont pas au beau fixe aujourd'hui en France.

En 2019 nous sommes rentrés dans l'incubateur de projet du TAG 29 sur proposition de l'ADESS, l'agence de développement en économie sociale et solidaire du Finistère. Nous y avons participé à tour de rôle en fonction de nos disponibilités. On a posé des jours pour y aller. Notre travail est basé sur le consensus : quand certains suivaient des modules au TAG, on se réunissait après pour faire retour des apports à l'ensemble du groupe, les digérer et les travailler ensemble.

Cela a été un temps très dynamisant pour travailler sur la gouvernance, les moyens de communication, notre logo, pour la dynamique collégiale du consensus, pour développer la charte éthique, les projets de service, construire le réseau, le partenariat, repérer nos forces, nos opportunités, faiblesses, menaces et manques. Nous n'étions pas à l'aise avec les questions financières et l'une de nous, éducatrice spécialisée, s'y est largement mise. On a commencé aussi un accompagnement comptable avec Finacoop, qui nous aide dans le prévisionnel. »

# A la recherche de cohérence

## *Les statuts et le fonctionnement en question*



### **Le statut associatif, une étape nécessaire et garante de la collégialité initiale**

« Nous étions un collectif et avons créé notre statut associatif pour l'entrée dans le TAG. Nous n'étions pas clairs sur le statut juridique encore et c'était une construction qui nous allait bien dans un premier temps, parce que libre, parce que le Conseil d'Administration constituerait un regard extérieur, la notion de collégialité irait dans cette dynamique ESS. Nous avons tous souhaité sortir du système pyramidal pour entrer dans l'échange, le débat et dans le fait de trouver tous ensemble des points d'accroches pour permettre les possibles.

Pour autant, nous serons quand même une institution. Mais nous la souhaitons moins descendante, moins dans les logiques comptables... ce qui est le cas pour les institutions dans lesquelles nous sommes aujourd'hui, qui sont elles-mêmes contraintes par des logiques étatiques fortes, par les réponses à des appels à projet. Et dans ce cas, ce n'est plus nous qui construisons les projets, on doit rentrer dans des cadres.

Ce qui nous importe aujourd'hui, c'est de partir de la base, du terrain, des personnes accompagnées, pour construire des projets, faire remonter des idées, que l'équipe mette en place ensuite. Même si nous tenons la boutique, le credo c'est « un homme, une voix ». On retrouve ça dans la psychothérapie institutionnelle, de Jean Oury notamment : la parole de la personne accompagnée, de la famille, des aidants, a autant de poids que la personne institutionnelle. Nous ne sommes pas dans une position de savoir monopolistique. Les autres

peuvent savoir autant et à ce titre participer à la construction du projet.

### **Un statut salarié égalitaire**

#### **pour une équipe élargie à terme**

« L'idée c'est que ce soit un lieu de vie où nous travaillons pleinement. Et nous ne serons pas assez de 5. On voudrait être ouverts 365 jours dans l'année, 7 jours sur 7, 24h sur 24 ! On a calculé dernièrement qu'il nous faudrait au moins 17,5 salariés. Avec cette idée aussi, qu'on peut occuper différentes places au sein de l'institution : moi qui suis psychologue, je peux me retrouver à préparer une chambre pour un touriste qui arrive, faire de la compta, de l'accueil, de la cuisine etc. Nous souhaitons être tous rémunérés sur la même base de tarif horaire.

### **Les garde-fous et méthodes**

#### **pour préserver l'horizontalité voulue**

Nous aurons des temps d'échanges réguliers et construits, où les uns et les autres donnent leur avis sur comment s'élabore la vie quotidienne. Cela permet de reconnaître la personne quelle qu'elle soit dans sa dignité, dans sa citoyenneté, qu'elle soit touriste, résidente, professionnelle, ou même habitante de la Presqu'île.

Nous avons pour cela des méthodes de communication non violente. Moi je suis habitée par l'anthropologie et la psychothérapie institutionnelle qui travaille beaucoup ces questions-là. Il y a aussi la possibilité de faire intervenir des extérieurs pour médiatiser, repérer les points de tension. Ce sont des choses auxquelles on s'exerce déjà au sein de l'équipe.

# CONNAITRE le territoire

## L'appui sur un diagnostic préexistant.

« On s'est appuyé sur le diagnostic de territoire Presqu'île de Crozon- Aulne maritime, qui a été réalisé par l'ADESS en 2016 et qui a fait apparaître des enjeux autour de l'isolement, de l'insertion etc. Cela a mis en évidence le manque de certains services sociaux. Et les données sociologiques montrent un niveau de précarité important sur le territoire. Données qui ont été confirmées par les associations caritatives locales qu'on a rencontrées.

La Presqu'île est reconnue comme pauvrement dotée dans le domaine social et médico-social et pour bénéficier d'un accompagnement spécifique, les habitants sont obligés de sortir du territoire et de rejoindre les pôles de Brest, Quimper et Landerneau.

Émerge aussi la question des décrocheurs scolaires : les jeunes ont des difficultés à s'investir, le maintien au collège est parfois difficile, même pour des jeunes en voies normales, et cela va entraîner des ruptures de parcours, et des spirales d'exclusion. »

## Premières (re)connaissances du territoire mise en place d'une permanence téléphonique

« Nous avons lancé une écoute téléphonique de soutien psychologique pour les habitant.e.s au moment du premier confinement en mars 2020. On a été par exemple interpellés par le CDAS (Centre départemental d'action sociale), en difficulté sur une situation et sans travailleur social à disposition, pour intervenir à la marge. Nous avons aussi reçu des appels des familles, témoignant de leurs difficultés, de leur isolement, de celui de leurs parents, de leurs enfants, ou évoquant leur propre vieillissement...

Nous avons mis en place des rappels sur rendez-vous pour trouver avec les personnes, des points de ressources, pour faire réseau avec les associations caritatives, le CDAS, les assistantes sociales du territoire, et pour co-construire des solutions et trouver de l'apaisement.



Tiers lieu de vie atypique et innovant – en création – sur la presqu'île de Crozon, l'association La Soupape propose d'ores et déjà ses services en cette période particulière du covid-19, à travers un soutien aux personnes, aux familles et aux aidants.

06 47 66 30 97

Cette ligne téléphonique est mise à disposition de toutes et de tous pour:

- un soutien éducatif,
- un soutien à la parentalité et aux liens intergénérationnels,
- un soutien psychologique,
- une veille auprès des personnes les plus isolées,
- une mise en lien avec les partenaires,
- un soutien aux familles d'accueil.

Permanences :

- 8 h à 12 h le mercredi,
- 20 h à 22 h le jeudi,
- 11 h à 14 h le samedi,
- répondeur 24 h/24.
- réponses aux mails et SMS

Service gratuit (possibilité d'être rappelé)

   Projet la Soupape



L'association La Soupape regroupe un collectif de professionnels qualifiés issus du milieu médico-social et éducatif, dont des psychologues, des éducateurs, une coordinatrice de l'intervention sociale, handicap et vieillissement, et des professionnels de l'éducation. association.lasoupape@titi.org - Keric bian 29560 Argol - 06 47 66 30 97



## **Le besoin de répit confirmé,**

### **à l'aune de l'isolement ressenti durant la crise Covid**

« Ceux qui ont été les plus fortement impactés étaient ceux qui ne travaillaient pas. Ceux qui sont au chômage, en situation de précarité sociale et les personnes âgées isolées. Les autres bataillaient aussi et nous ont appelés à ce titre, dans leur gestion du travail, de la famille, etc. Mais pour ceux qui ne travaillaient pas et étaient contraints de rester seuls chez eux, on a vu de la dépression se majorer, des situations de risques de décompensation psychique... Ce qui fait tenir l'humain c'est bien le lien social, qui est impossible actuellement. Mais on est entré en contact avec beaucoup de partenaires et d'habitants qui ont exprimé et fait remonter le besoin de répit.

Le cœur de la Soupape c'est donc de proposer un lieu qui fasse répit, repos pour tous. D'où l'idée notamment de se retrouver autour d'activités artistiques, culturelles, sportives, environnementales, de rencontres et découvertes... que tout le monde puisse graviter autour de ce site où chacun pourra y avoir aussi des espaces dédiés. Les touristes ont bien connaissance de là où ils mettent les pieds, et les personnes qu'on accueille savent que c'est un lieu de vie. On souhaite que ce soit une maison avec un vrai canapé, une vraie cuisine, une vraie bibliothèque et pas quelque chose qui soit médicalisé. Un endroit où on a envie de se poser, où il fait bon vivre,

## **Décrochage scolaire : le projet enrichi,**

### **grâce aux rencontres avec les acteurs du territoire**

« On a rencontré les directeurs de collèges, échangé avec l'infirmière, les enseignants... et on a pu repérer qu'il y avait à travailler sur les questions du décrochage scolaire. Les jeunes n'ont pas appelé sur la permanence. Donc on veut aller à leur devant : pour 2021, on veut faire des permanences dans les 3 collèges de la Presqu'île sur l'heure de midi pour un temps de soutien éducatif et/ou psychologique aux collégiens. Aller vers eux pour se faire connaître, et qu'ils se saisissent de l'offre comme point d'appui d'élaboration et de réflexion sur ce qu'ils traversent. Et nous appellent ultérieurement au-delà des espaces au collège.

Il faut rappeler que le cœur du projet reste cette notion d'intergénérationnel et de pouvoir accueillir un public « en vulnérabilité » à partir de 6 ans. Et en même temps ça veut dire quoi être vulnérable ? On s'est beaucoup questionnés. Si on est en situation de handicap ou décrocheur scolaire, cela ne signe pas l'unique vulnérabilité. On peut tous traverser une période de vulnérabilité dans son existence, la perte d'un proche, un divorce, une difficulté au travail, un

## **Le projet ralenti**

### **impact du confinement sur le développement partenarial**

« La crise nous a permis la mise en place de cette écoute téléphonique... et quand le confinement se terminerait, nous pensions avoir alors la possibilité de mettre en place des vrais groupes, avec des thématiques et des rencontres au-delà des soutiens à distance. Pour cela, on a reçu une subvention de la CAF afin d'instaurer des temps d'échange avec les habitant.e.s du territoire autour des questions de parentalité, et des aidants familiaux, fin octobre 2020. Ces groupes commencent le 20.02.2021 pour 2 communes.

On avait aussi engagé un travail de réseau que la distance induite par le reconfinement, met à mal. Heureusement qu'on a les outils numériques aujourd'hui, mais le cœur de notre projet est

# PUBLICS P L U R I E L

## **Comment créer un lieu intergénérationnel, alors même que la mobilité est un frein sur ce territoire ?**

« Il faut un travail de réseau et de partenariat, pour faire maillage autour de la personne. Il y a des ressources sur le territoire : l'hôpital, le CLIC (centre local d'information et de coordination des personnes âgées pour le maintien à domicile), la communauté de communes, l'ulamir et les services enfance/jeunesse, les associations caritatives, la diffusion du bulletin municipal, les radios locales... Ces ressources permettent de tisser ce réseau, d'avoir une bonne connaissance des autres acteurs, d'humaniser les liens... pour que les partenaires puissent orienter des personnes vers la Soupape, et réciproquement. »

## **Comment accueillir sur un même lieu des personnes ayant des problématiques sociales si éloignées, parfois conflictuelles ?**

« Ce qui peut permettre à des personnes de se rencontrer c'est la médiation. Se pencher tous autour d'un potager, un repas ou une activité pratique... fait que les

différences s'estompent. On ne perçoit plus la personne uniquement dans le stigmate de sa vulnérabilité. Il faut avoir un peu de désir de faire, pour se rencontrer. Les gens se rencontrent autour d'activités pour lesquelles ils ont individuellement de la curiosité. Si on dit à un jeune de rencontrer une personne en perte d'autonomie ça va être compliqué. Mais s'ils se voient autour de la permaculture, peuvent naître des interactions, des questions... on triangule les liens et on sort de la relation duelle, pour des relations plus apaisées. »

## **Pourquoi le répit au cœur de votre projet ?**

« Nous avons été contactés par beaucoup de familles qui nous ont fait part de leurs difficultés avec les proches en perte d'autonomie : personnes âgées, enfants en situation de handicap, conjoint qui rentre dans la dépendance... Les aidants familiaux subissent un épuisement physique et psychique important. Les statistiques nationales sont inquiétantes là-dessus : ils ont un risque de décès prématuré avant même l'aidé, du fait de l'épuisement dans le quotidien, et malgré un système de soutien existant déjà, (aide à domicile, etc).

Les familles sont en demande de prise en charge des personnes accompagnées, d'elles-mêmes ou ensemble pour pouvoir respirer et reprendre prise avec la vie ordinaire. L'aidant se retrouve dans des tâches répétitives contraignantes et quotidiennes, qui vont de l'aide à la toilette, pour manger, pour la prise de médicaments, la planification de rendez-vous médicaux... Ils ont peu de moments de suspens, de vie ordinaire : prendre un petit café,

rêver à la fenêtre, appeler un proche, regarder les oiseaux voler et faire une balade ne font plus partie de leur vie. Donc ils ont besoin de lieux où se poser et que d'autres puissent prendre la responsabilité de la personne vulnérable. Qu'ils ne soient plus seuls, ou seuls mais entourés d'autres. »

## **Le lien avec le tourisme peut paraître étonnant du coup dans ce projet très médico-social ?**

« Nous avons au cœur du projet, le répit mais aussi l'intergénérationnel et la mixité des publics. N'avoir qu'un lieu d'accompagnement spécifique, fait que les personnes en situation de vulnérabilité restent entre elles.

La question était : « comment avoir une diversité de publics pour que tout le monde puisse s'enrichir les uns les autres ? ». Cela permet de déconstruire les représentations qu'on a du handicap. N'est pas handicapé ou vulnérable toujours celui qu'on croit.

L'idée est de sortir de la stigmatisation, mettre en évidence les singularités et potentiels de tout un chacun. Quand on est handicapé, on n'est pas que ça. On a un handicap mais on n'est pas réduit à ça. On peut avoir un handicap moteur mais pouvoir lire des bouquins et en faire retour, être passionné de jardin ou avoir une pratique artistique intense et pouvoir le transmettre à l'autre. L'idée est donc de mettre en évidence les potentiels, savoirs et qualités pour apprendre à faire avec la faille aussi. Et elle nous appartient à tous. Il n'y a pas un être humain exempt de failles. Personne ne se réduit à la difficulté qui est la sienne et tout le monde peut rebondir à partir de ses ressources. »

# perspectives

## RECHERCHE

### lieu idéal pour association Soupape

« Il faudrait un lieu conséquent : 2 ou 3 hectares ! Comme on veut un lieu qui offre du répit, il faut de l'extérieur, des arbres, un potager... pour que les gens qui viennent en touristes puissent rester dans leur coin et inversement pour les personnes accueillies, qu'elles ne soient pas dans l'obligation d'être dans le collectif en permanence.

Donc il nous faudra un espace dédié au tourisme... avoir un espace où bricoler, pour accueillir du groupe. Pourquoi pas avoir des résidences d'artistes. Tout cela favorisera une diversité de publics.

Nous voulons que le public puisse aller et venir librement à la Soupape, et donc il devra être à proximité du bourg, même si on envisage d'avoir un camion 9 places pour transporter des gens. On avait imaginé aussi une épicerie itinérante, une tisanderie ou un café, un lieu de restauration. L'idée c'est que ça circule dedans/dehors. Gage à nous de mettre en place ce transport vers la ville si on trouvait un lieu un peu excentré. La question se posera de toute façon pour les personnes très isolées sur la Presqu'île qui n'ont pas de moyens de locomotion. Il faudra aller vers

**« L'insertion dans la dynamique associative locale fonctionne bien, à défaut d'avoir assez de structures médico-sociales et sociales. Il existe une grande dynamique locale de solidarité et d'entraide. On se positionne en complémentarité de ressources déjà existantes. On est du « en plus » : il est hors de question de venir gratter ce qui existe déjà mais plutôt de venir compléter une palette d'offre déjà existante. Et on est du coup bien accueillis. On a séduit par nos objectifs fondateurs : la solidarité, l'écoute, le partage et faire ensemble, l'intergénérationnel, le**

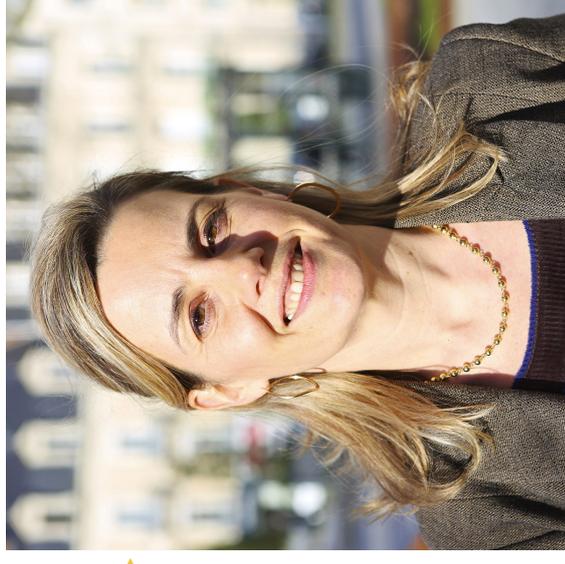
**Côté financements :** « On répond à des appels à projets, comme celui du PNRA (Parc national et régional d'Armorique) : on a postulé pour pouvoir créer un site internet et avoir une meilleure visibilité.

On s'appuiera sur les aides publiques partiellement. On est en contact avec le Département qui nous considère comme innovant. Ces aides seront pour construire le lieu dans un premier temps. A terme, on pourra rembourser ou financer en autofinancement par le tourisme, en partie. A noter que l'offre de tourisme sur Crozon est insuffisante donc il n'y a pas ou peu de tourisme solidaire à ce jour. »

### *Et dans 5 ans ?*

*« On aura le lieu, on sera en train de l'arborer, de préparer le potager, mais aussi de réfléchir au repas à faire ce soir, quel livre acheter pour la bibliothèque et nous ferons un point compta pour voir ou on en est dans l'année à venir. »*

# PORTRAIT de Geneviève Letourneux



*Rencontre avec Geneviève Letourneux, conseillère municipale déléguée aux Droits des Femmes et à la Lutte contre les Discriminations à la Ville de Rennes. Dans cet entretien, elle décline pour nous la philosophie générale de sa délégation, et les étapes incontournables de construction de la culture de l'égalité, partant de l'intérieur de la collectivité vers la société. Elle raconte cette dynamique sans omettre les dimensions stratégiques et pragmatiques à déployer dans l'arène politique démocratique, pour éviter les pièges et impasses sur le chemin vers l'égalité.*

## *La philosophie générale de l'égalité à la Ville de Rennes*

« Notre enjeu est de construire l'égalité réelle. L'égalité s'appuie sur des droits et c'est important, mais on sait que ce droit est peu mis en œuvre et trop rarement mobilisé. Et concernant les droits des femmes, il existe également un important corpus de droits, mais quelle est leur effectivité dans l'égalité salariale, dans la lutte contre les violences pour prendre cette thématique très prégnante aujourd'hui.

Les droits sont la manière la plus sûre de construire de l'égalité, et sont encore susceptibles d'être attaqués. Il est donc important de les défendre. Mais ça ne suffit pas : il faut aussi travailler la norme sociale, les représentations (qui ne sont pas un problème en soi, on les utilise parce qu'elles sont indispensables à la communication). Le problème c'est que ces représentations et ces stéréotypes sont traversés, imprégnés de manière implicite et sous-jacente, par des schémas de minoration, de dévalorisation et par des logiques de domination. Tout ceci aboutissant à l'inégale valeur entre le féminin et le masculin (qui a été explicitée et documentée par Françoise Héritier).

Nous sommes aujourd'hui notamment dans des schémas d'infériorisation en matière de discriminations liées à l'origine réelle et supposée des personnes. C'est un critère très chargé symboliquement et construit sur un héritage qui a classé les êtres humains selon un schéma raciste. La loi est nécessaire et indispensable pour remettre cela en question mais il faut mettre en œuvre aussi une transformation sociale. C'est un enjeu de société. Et quelle société veut-on ?

Une société unie et cohérente où chacun.e peut trouver et prendre sa place, mais aussi être reconnu.e dans cette place. Ce sont des combats pour la construction d'une société plus juste, plus solidaire, plus solide, plus résiliente et donc plus démocratique. C'est la philosophie de cette Délégation qui est la mienne, avec l'idée que combattre les discriminations et les inégalités femmes-hommes, c'est aussi s'intéresser aux sous-bassements des inégalités socio-économiques. »

# Construire l'égalité, les dessous d'une méthode politique

## Les dimensions de la construction

« Nous mettons en œuvre une politique publique qui ne peut avancer que dans une mise en mouvement de l'institution que représente la collectivité locale, jusqu'à la mise en mouvement avec les forces vives du territoire. Nos modes d'intervention comprennent donc 3 dimensions :

### La responsabilité employeur

C'est la dimension essentielle qui crédibilise notre volontarisme et notre engagement. Il s'agit de s'appliquer à soi-même ce que l'on prône : comment va-t-on vers l'égalité au sein de nos administrations ?

### La diffusion de la culture de l'égalité dans les autres politiques publiques.

Ce n'est pas juste une case à cocher. De nombreuses politiques publiques vont dans le sens de l'égalité. Mais l'approche en matière de lutte contre les discriminations consiste à considérer que plus on se pose les questions en amont, plus on est à même de ne pas reproduire malgré nous des stéréotypes amoindrissants ou des invisibilisations. Il faut donc un travail d'irrigation de l'ensemble des politiques publiques, travail qui ne peut se faire que pas à pas car il ne suffit pas d'imposer les choses. Comme cela touche à nos perceptions, nos regards et nos questionnements, les transformations ne se décrètent pas. Il faut faire un travail qui accompagne progressivement le changement de regard, le changement de repères. Ce n'est pas toujours confortable et ça prend parfois du temps.

### Le travail avec les forces vives du territoire

Il s'agit de soutenir des initiatives et des projets d'égalité. Des acteurs sont déjà mobilisés à 100% sur ces thématiques. Il nous faut faire alliance pour que le territoire en lui-même monte dans sa capacité à produire de l'égalité. Celle-ci n'est pas innée, c'est en quelque sorte une compétence à construire. Ce travail se fait avec l'ensemble des forces vives, avec qui nous avons parfois des objectifs similaires, parfois différents. Nous allons donc aussi les questionner avec toujours la prévention d'adopter une approche respectueuse des positionnements des un.e.s et des autres et en se prémunissant de toute instrumentalisation de ces acteur.rices. »

## L'égalité, en 3 temps

### 1. La reconnaissance des inégalités et des discriminations.

Ce qui est invisible est tu. Il existe cette crainte de la double peine : être renvoyé dans ses cordes si l'on parle. Il existe pleins de freins à cette reconnaissance. Il y a de l'indicible dans des choses qui pourtant ont un impact très fort sur les individus et sont inacceptables à l'échelle d'une société qui se veut juste et solidaire et construite sur des principes d'égalité et de liberté. C'est la promesse républicaine qui est mise en péril alors. C'est la première étape : le travail de sensibilisation afin de faire chausser les « lunettes de l'égalité ». Cela implique donc de mesurer : quand on mesure, on objective les choses. On va au-delà des déclarations d'intention, ou des estimations un peu aléatoires. Mesurer, c'est déjà donner une chance de reconnaître.

### 2. L'accompagnement des personnes qui ont à subir ces inégalités

Et ces discriminations et inégalités sont parfois vécues de manière assez rude. Je ne veux pas enfermer dans un statut de victime essentialisant, mais on ne peut nier les atteintes. Les mécanismes qui mettent en péril l'égalité sont des mécanismes de minoration, au sens de décrédibilisation. Et ils ont de sérieuses conséquences en termes d'estime de soi, de confiance en soi, de légitimité. Il faut contre-carrer ces mécanismes amoindrissants. Il faut dépasser ces chausse-trappes qui font croire aux femmes qu'elles sont incapables, qui anéantissent les envies des un.e.s et des autres. L'idée c'est que ces personnes ne soient pas seules. Qu'il y ait des espaces d'accompagnement, d'orientation, d'entraide.

### 3. Le travail sur les représentations.

Si les représentations sont porteuses de stéréotypes qui entretiennent les discriminations, qui elles-mêmes entretiennent les situations d'inégalité entre les femmes et les hommes... alors comment dépasser la dénonciation et faire changer tout cela ? Il faut travailler à produire des représentations alternatives, pour favoriser l'émergence de représentations garantes et porteuses de l'égalité.

## Pourquoi regrouper dans votre délégation, Droits des femmes et Lutte contre les discriminations ?

« Initialement la Délégation avait pour titre « Droits des femmes et égalité ». J'ai souhaité l'apparition de « Discriminations » dans l'intitulé. Symboliquement c'est important car c'est un mot qui reste un peu tabou. C'est une grande notion, mais le terme est parfois supposé dangereux, inquiétant.

Dans le cadre de la lutte contre les discriminations on a une attention particulière pour le critère de discrimination basé sur l'origine supposée ou réelle parce qu'elle a tendance à passer à l'as. Cette discrimination est compliquée et chargée émotionnellement et symboliquement. Elle est aussi moins mesurée que d'autres, avec les polémiques et procès d'atteinte à un héritage et un horizon communs français. Mais je pense que la France souffre de l'absence de politique nationale en matière de lutte contre les discriminations.

Cette réflexion nous amène au sujet tout à fait légitime de l'intersectionnalité, c'est-à-dire le croisement et le cumul des discriminations croisées. Ce n'est pas une addition de discriminations, c'est une logique de puissance exponentielle dans l'impact que ça a.

Derrière cette question il y a une approche simple : l'égalité entre les femmes et les hommes, c'est pour TOUTES les femmes. C'est LA condition de liberté et d'émancipation de toutes les femmes. Il y a confusion : certain.e.s interprètent la lutte contre les discriminations liées à l'origine, comme une lutte identitaire. Alors que c'est une lutte pour l'égalité.

Je trouve que c'est fascinant de voir comment ces stratégies de *cornerisation* sont des moyens de délégitimation du sujet, de décrédibilisation, de mise sous le tapis. Ces stratégies existent pour les discriminations comme pour l'égalité Femmes-Hommes.

On voudrait opposer lutte contre les discriminations et lutte contre les inégalités socio-économiques mais il n'y a pas de contradiction entre les deux. Nous travaillons d'ailleurs avec des acteurs qui sont plutôt présents sur les deux sujets.

En tout cas dans nos alliances avec le territoire, on essaie de ne pas totalement se compartimenter. L'intérêt est d'être dans du débordement : pouvoir être en lien avec des acteurs dont ce n'est pas

forcément la préoccupation centrale. Sans devenir leur cœur de métier, parfois bien intégrer ces questions d'égalité et de discriminations permet justement de bien faire leur métier. »

## Quel est le levier principal pour infuser la culture de l'égalité dans des politiques publiques de la Ville de Rennes, dont ce n'est pas l'objet principal?

« Il faut commencer par légitimer le sujet de l'égalité. Et s'appuyer sur des allié.e.s en interne.

Et pour que ce soit véritablement une mise en mouvement, il faut que ces allié.e.s ne soient pas juste des individus volontaires convaincus. On

ne doit pas les laisser dans une solitude. Il faut s'appuyer sur eux-elles mais ne pas se reposer sur eux-elles. Ils-elles doivent faire levier et il faut les accompagner pour que leur engagement soit reconnu et validé dans leur branche et leur métier au quotidien.

Ensuite il faut repérer les allié.e.s sans les instrumentaliser. Avoir un.e référent.e c'est une idée souvent pensée comme une solution. Mais si

le/la référent.e se trouve en porte à faux entre ce qu'il-elle est censé.e porter et un service qui n'a pas de répertoire là-dessus, on crée une situation de mal-être au travail, et de souffrance. On doit faire en sorte que ces allié.e.s puissent aussi être relié.e.s à un collectif qui travaille en étant affranchi de tous les freins.

Un autre levier d'alimentation de la culture de l'égalité est l'utilisation des illustrations montrant que c'est non seulement possible, mais pas très compliqué.

Enfin une autre étape clé je crois, c'est de dire qu'intégrer l'égalité dans le projet de service, c'est fondamentalement une opportunité. Une opportunité dans la capacité d'agilité et d'innovation d'un service... et de toute activité d'ailleurs. Construire l'égalité libère les talents et les énergies. C'est éviter les gaspillages liés aux discriminations, aux minorations, aux assignations. Quand les gens sont réduits, ils sont amoindris y compris dans leur contribution, de manière inconsciente. Mais quand on a besoin d'innovation et d'agilité, on a besoin d'une mobilisation de tout le monde. C'est le dernier argument qui peut faire mouche. C'est en tout cas ma conviction qu'il s'agit d'un excellent levier de transformation des modes de faire dans un service. »

# Illustrations d'actions de sensibilisation à l'égalité

## 8 mars

### Sports et Journée des droits des femmes

« Le 8 mars est une journée construite avec les acteurs du territoire.

On se donne une thématique pour avoir une programmation cohérente et pouvoir faire échos aux transformations actuelles. Le fil rouge qui a été trouvé alors était celui de l'égalité des femmes et des hommes dans le sport et la culture : « Jouons l'égalité ! ».

Cette journée a été l'occasion de mettre à l'agenda de nos échanges la question de l'égalité dans le sport. Il ne s'agissait surtout pas de dire qu'on fait tout mal dans le sport. Il y a des points d'appui mais ce sont plutôt des individualités, des observateurs et une certaine attention de la part du service des sports. La construction de cette journée du 8 mars a permis d'enclencher une dynamique, de remettre le sujet sur la table et a offert l'opportunité pour ce service de s'emparer des choses.

Et dans le cadre de l'égalité professionnelle, on propose aussi des formations : « Egalité, Diversité : vivre ensemble nos différences » qui sont adressées à chaque fois à l'ensemble d'un service.

Justement pour éviter le syndrome du référent qui revient seul avec ses lunettes de l'égalité dans un service, au milieu de gens qui ne voient pas ou pas encore ces choses. C'est donc une formation qui est obligatoire à destination de l'ensemble d'un service et qui intègre le projet de service. Cette formation a été une première étape dont le collègue en charge du Service des Sports, a été partie prenante.

Il faut dire aussi du point de vue des facteurs facilitateurs, qu'à la même période, on a accueilli le Top 14 du rugby féminin puis la coupe du monde féminine de foot, autant d'actualités qui ont porté la question du sport et de l'égalité femmes-hommes.

Résultat ? Les années suivantes, le Service des Sports a fait des propositions sur l'égalité dans le cadre du 8 mars. Et aujourd'hui les choses ont beaucoup avancé si l'on regarde tout ce qui concerne les subventions, la prise en compte des écarts en termes de licence, la reconnaissance du décrochage de la pratique sportive des jeunes filles vers 11-13 ans, le comptage systématique pour avoir des éléments d'observation, et l'analyse des résultats ensuite. Le sujet fait partie du quotidien. Donc c'est une avancée. Et c'est un élément de fierté pour eux

## L'égalité dans l'espace public

« Le géographe Yves Raibaud a écrit « La ville faite par et pour les hommes ». Il montre qu'on en a un usage différencié selon notre genre. La question est : comment intégrer les usages différents des femmes et des hommes dans l'espace public sans enfermer dans des assignations genrées ? C'est assez intéressant de voir et observer que l'espace n'est pas approprié pareillement, n'a pas les mêmes fonctions pour les femmes et pour les hommes. Comment est-on susceptibles de contrecarrer ces logiques ? Faut-il aménager pour tous ? Cela serait légitime selon le principe de neutralité, que l'on pense garant de l'égalité souvent... mais c'est aussi rarement suffisant si on se pose la question de la manière dont les stéréotypes agissent. Si on aménage pour tous, on reproduit malgré nous les stéréotypes ou on leur laisse en tout cas le terrain libre.

Pour ce chantier de réflexion, j'ai recherché de la documentation, j'ai pu échanger avec la Ville de Paris qui a édité un guide. Je me suis appuyée sur le Comité Consultatif\* qui a fait une contribution sur le matrimoine dans le cadre du Plan Local d'Urbanisme. Chemin faisant, nous avons pu partager ce chantier et initier des marches exploratoires de femmes, tout en documentant la pertinence d'avoir cette approche.

Au fil de la démarche, un objet est arrivé : les cours d'écoles libérées des stéréotypes de genre. C'est un objet qui a permis de passer aux travaux pratiques même si l'enjeu est beaucoup plus large que la cour d'école. On a accueilli un stage collectif d'élèves de l'INET (Institut National des Etudes Territoriales) qui ont proposé un séminaire afin d'aller au-delà de la sensibilisation. Cela a permis à chacun.e, de manière très opérationnelle, dans son quotidien, de se demander comment fonctionner quand on chausse ses lunettes de l'égalité. Cela a alimenté notre boîte à outils. »

## La marche exploratoire de femmes

« C'est une déambulation dans la ville avec les habitantes, qui invite à une cartographie subjective avec une sensibilisation à l'égalité. C'est un support de formation intéressant, mais c'est aussi une contribution citoyenne très concrète. Les marches sont reproduites à différents moments de la journée et vont permettre d'identifier les points de l'espace qui sont agréables, ceux que l'on évite car ils sont perçus comme anxiogènes. Au fil des déambulations, il y a un relevé d'observations, favorables ou défavorables, et un relevé de préconisations. A l'issue d'une marche exploratoire, est organisée une restitution à l'ensemble des acteurs concernés et aux différents services. En général toutes ces recommandations sont versées aux Commissions Aménagement des Conseils de quartier. Un constat important est que les femmes sont moins présentes dans les espaces de concertation et que leur parole est moins légitime quand elles y sont. Donc on organise un temps de restitution aussi pour contrecarrer cette tendance observée. Certaines femmes ayant participé aux marches exploratoires, ont ensuite intégré le conseil de quartier et initié des invitations sur l'espace public.»

\* <https://metropole.rennes.fr/le-comite-consultatif-egalite-femmesnommes>

## L'égalité, un moyen pour faire d'é m o c r a t i e

« Dans mon parcours politique j'ai toujours réfléchi aux façons de construire davantage d'égalité et de démocratie qui ne se résument pas aux temps électoraux. J'ai un militantisme antiraciste dans le début de mes engagements. Puis je me suis engagée politiquement quand je me suis dit qu'il y avait des problématiques plus larges aussi. Sur mon premier mandat, j'étais chargée d'un quartier et de l'éducation artistique et de médiation culturelle. J'ai toujours eu cette sensibilité. Je suis par ailleurs enseignante de sciences économiques et sociales en lycée. Donc j'ai une expérience, même si ça ne suffit pas. Un engagement c'est beaucoup plus que des expériences personnelles.

Donc mon parcours est plutôt autour de « comment faire vivre de la démocratie? Plus et mieux de démocratie ? »... que sur la question essentialisante des femmes. Je pense qu'avec ces questionnements sur « faire démocratie », on va aussi au bout des logiques d'égalité. L'égalité est un levier de transformation pour une société plus agile et plus créative... mais je pense aussi qu'il faut se poser la question : « quelles sont les formes de régulation qui garantissent et préservent l'égalité ? ». »

## Femme(s) en politique

### L'égalité, un levier pour délier jeu politique et dominations

« On a souvent tendance à confondre pouvoir et domination. La domination est une forme d'expression du pouvoir. Mais je pense que la démocratie, c'est autre chose que la domination. J'ai l'impression dans mon quotidien d'élu(e) et dans mon expérience militante que cela sert aussi à ça, l'égalité : ça nous amène à questionner les formes d'exercice et de régulation du pouvoir qui nous permettraient de nous affranchir de la domination, de la destruction qui va avec, du côté caricatural des affrontements. Je n'ai aucun état d'âme : les rapports de force ne m'effraient pas. Mais réduire la politique à des rapports de force, je trouve cela très pauvre.

*« L'enjeu c'est qu'on oublie qu'on est femme, c'est de pouvoir être traitée en tant que personne étant partie prenante d'une communauté (...) et qui est pourvoyeuse d'une partie de la solution. »*

Donc politiquement je pense que l'égalité est un beau levier pour aller vers cet objectif d'une politique humble mais ambitieuse et passionnée. Ambition démocratique et humilité dans la pratique. Il s'agit en partie de renoncer aux logiques de toute puissance, en questionnant par exemple la manière de mener des débats. Je préfère la controverse aux débats, qui se terminent par des gagnants et des perdants. C'est de la logique binaire, destructrice. Ne peut-on pas faire le pari de trouver autour de la table, grâce à la controverse, une approche qui soit partagée, tout simplement ? Derrière, c'est la question de la violence et la manière dont on la régule. Y compris la violence non nommée et invisible de ces débats. »

## Le pluralisme plutôt que la parité : contre une égalité essentielle

« Il faut se méfier, on tomberait facilement dans l'essentialisme. La mixité est une condition de l'égalité, comme la parité. Mais elles ne la garantissent pas. C'est nécessaire, et pas suffisant. Les droits ne suffisent pas. Dans les relations internationales, il y a eu des travaux britanniques autour de la manière dont, en géopolitique, on ne met pas autour de la table des femmes dans la résolution des conflits. On met les fauteurs de conflits. Des analystes en géopolitique disent que la clef pour sortir des guerres, serait de mettre davantage de femmes autour de la table. Non pas parce qu'elles sont juste femmes, mais pour mettre autour de la table des préoccupations, des propositions qui vont au-delà, qui sont moins basiques que ceux de l'affrontement.

Ça obligerait aussi fondamentalement à sortir des formes de cooptation et du même coup, à faire ce pas de côté de l'altérité et de la diversité. Et cette observation ne se limite pas aux femmes. L'enjeu c'est le pluralisme, qui est la clef de la démocratie. C'est tout un apprentissage qui ne doit pas être caricatural. L'enjeu c'est qu'on oublie qu'on est femme, que l'enjeu soit dépassé : et de pouvoir être traitée en tant que personne étant partie prenante d'une communauté, une personne qui accepte de donner du temps, et qui est pourvoyeuse d'une partie de la solution. »

# Femme(s) en politique (suite)

## Faut-il...?

### ... être féministe pour être Déléguée au droit des femmes ?

« Oui je pense. Ne serait-ce que par égard pour les conquérantes. Les droits des femmes, ce sont des conquêtes féministes. On s'inscrit dans une lignée. Notre responsabilité c'est d'être à la hauteur de cet héritage, de ce patrimoine. »

### ...se dire féministe en tant que Déléguée aux droits des femmes ?

« Je crois qu'il est très facile de se dire féministe aujourd'hui. Mais il est vrai que pendant longtemps c'était plutôt discréditant. Je pense que ça l'est de moins en moins. On se fait parfois attaquer, mais c'est plus facile qu'avant et c'est très stimulant aujourd'hui. Alors moi je suis féministe oui, mais pas que féministe : je suis socialiste, je suis écologiste. »

Dans certaines assemblées, j'ai éprouvé cette prudence : vous faites une intervention, vous posez une question... et quand vous dites « droits des femmes » votre intervention fait face à une indifférence ou du dédain. Cette condescendance existe, mais il faut être stratège. Il faut s'en prémunir et bien identifier à qui on parle. Pas pour renoncer, mais pour déjouer les chausse-trappes qui font qu'on ne sera pas entendue. Il faut trouver les points d'appuis à partir de ce que l'autre a en tête. »

### ...être une femme pour être déléguée aux droits des femmes?

« C'est toujours et encore la question épineuse de l'essentialisation et de la crédibilité. Je suis contre l'essentialisation de la fonction : ce n'est pas génétique le féminisme, et certaines femmes n'y adhèrent pas du tout. Il y a beaucoup d'hommes féministes par ailleurs.

Mais du côté de la dimension de la crédibilité, il faut savoir que du côté des discriminations, beaucoup de choses relèvent de l'amoindrissement, qui sont des expériences très sensibles. Il faut être en situation de pouvoir déployer les oreilles et les yeux, d'avoir cette sensibilité. Et surtout, la crédibilité nécessaire à la fonction, n'est pas interne à soi-même. Elle est donnée dans la relation avec les interlocuteurs. Ce sont à eux ou elles de l'accorder. Ça veut pas dire que c'est impossible à construire. Un homme n'est pas réductible à son sexe. Mais son enveloppe peut être un obstacle.

Dans l'absolu ça pourrait être une petite conquête, d'avoir un homme à cette place. Mais il ne faudrait pas que ce soit un recul : ça peut être perçu comme une forme insupportable de dépossession. Et il y a encore de sacrés courants réactionnaires, des masculinistes etc.

Ma réponse est plutôt : non. Dans un monde idéal : oui. Mais dans un monde idéal, justement il n'y a plus de délégation aux droits des femmes et à la lutte contre les discriminations. »

## Un regard sur

« Les réseaux sociaux ont permis un effet de vague. C'est l'agglomération de témoignages très individuels et personnels, qui vont finalement comme un grain de sable, chacun pèse dans la balance... des enjeux d'égalité. Ce qui est très épating c'est cet effet masse. La diversité des témoignages qui s'exprime.

Dans tous les domaines mais ça a surtout construit de la crédibilité : ça a rendu audible ce que les femmes disaient depuis toujours. C'est énorme. La difficulté c'est le silence. Il n'est pas voulu ni souhaité ce silence. Il est la résultante d'oreilles qui se ferment, de regards qui se détournent et de portes qui se claquent. L'acceptation et le déni sont alimentés par les 1000 et 1 attitudes qui font qu'on ne prend pas le risque de s'enfoncer davantage et laisse les personnes seules et atteintes en profondeur. Sans tomber dans la victimisation. Dire que ces expériences ne sont pas neutres a permis de

## #MeeToo

sortir de la banalisation. La banalisation participe de ce processus d'acceptation et de mise sous silence. Et on voit aujourd'hui avec MeeToo incesse que c'est pareil. Les réseaux sociaux ont permis aussi de sortir de logiques parfois pointées comme allant de l'entre-soi ou participant d'un cloisonnement un peu communautaire. Cela a permis quelques croisements des luttes. Mee Too a été un porte voix.

Evidemment je ne suis pas totalement insensible aux critiques sur la délation etc. Mais il y en a eu très peu et je trouve que ça a été utilisé au contraire de façon très subtile et pudique. Sur mee too incesse notamment. C'est ça qui permet, c'est ce volume, cette mesure ex post qui permet de dévoiler la dimension systémique des choses. Ce n'est plus quelqu'un qui se fait des films... il y a des récurrences mises à jour, des processus. Cela a construit beaucoup de crédibilité. »

# PORTRAIT *Chinois*

**Une figure féministe qui vous a inspirée ?**

« *Françoise Héritier* »

**Votre meilleur.e allié.e pour faire progresser l'égalité ?**

« *L'humour ... et la patience ! Du temps et de l'argent.* »

**Une œuvre particulière qui vous inspire ?**

« *Jusqu'à la garde* », film remarquable de *Xavier Legrand* sur les violences faites aux femmes.  
« *La Mort de Danton* », un superbe film d'*Alice Diop* sur la question des discriminations.

**Une forme de mobilisation dans laquelle vous vous reconnaissez ?**

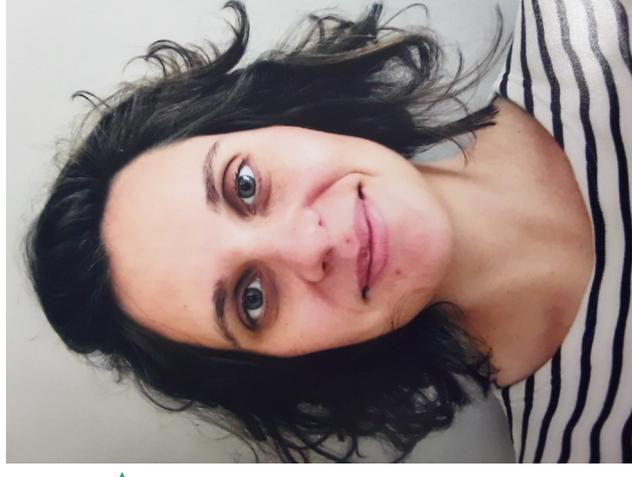
« *J'aime beaucoup le 8 mars, prendre la place.*  
*Sur la place de la Mairie, il y a un happening au cours duquel on chante l'hymne des femmes.*  
*Et de manière générale et militante, j'aime bien les manifestations.*  
*C'est bien pour se revoir en temps de confinement!* »

**Propos recueillis par le Campus des Solidarités,**

**le 18 janvier 2021**

# PORTRAIT de

# Aurélie Fontaine



*Rencontre avec Aurélie Fontaine, autrice des podcasts « Breton.ne.s et féministes » diffusés depuis septembre 2020. C'est à l'occasion de son retour en Bretagne après 10 ans passés en Afrique, que cette journaliste radio de métier, a décidé de se réapproprier son territoire d'origine à travers un questionnement devenu incontournable pour elle : les féminismes. Quoi de mieux dans cette double exploration, que d'aller à la rencontre de celles et ceux qui portent aujourd'hui ces sujets qui ont en commun de déconstruire nos identités et nos rôles sociaux. Découvrez derrière ce média tout nouveau, une démarche très libre et vivifiante pour les féminismes en Bretagne!*

## *Explorer les féminismes en Bretagne*

« Le podcast « Breton.ne.s et féministes » a pour vocation d'explorer les féminismes en Bretagne, en donnant à chaque la parole aux personnes concernées.

Ma démarche est aussi de décentraliser les paroles féministes : aujourd'hui les médias, les plateformes spécialisées ou généralistes qui en parlent sont des médias nationaux, et donc parisiens. Ce sont ainsi sociologiquement souvent les mêmes personnes qui en parlent. Je voulais, à mon échelle, décentraliser cette parole féministe et faire entendre d'autres voix, de Bretagne puisque c'est la région que j'habite.

Il s'agit de laisser entendre qu'ici aussi des mouvements existent. Les colleuses il y en a à Morlaix, dans des villages du Finistère, en Ile-et-Vilaine, etc. Les associations d'autodéfense féminine il y en a partout ici aussi. Ce n'est pas une révolution ailleurs et lointaine. Des gens se bougent partout mais on ne leur donne pas à tou.te.s la parole.

Et il ne s'agit pas juste de s'intéresser à des mouvements qui sont des échos à une tendance nationale. Par contre il faut reconnaître que tous ces mouvements ont été portés par l'onde de choc nationale voir internationale. Le récent mouvement féministe a été et est encore un marche-pied vers le foisonnement de nouvelles choses : vers la déconstruction antiraciste, l'écologie, les violences policières, la lutte contre la transphobie. Tout ce qui se passe du côté de l'égalité femmes-hommes est une émulation pour déconstruire d'autres choses tout aussi importantes et cela permet déjà une certaine convergence des luttes. »

# A L'ORIGINE DU PROJET «Breton.nes & féministes»

## « Se réapproprier le territoire à travers le féminisme »

« Je vivais avec ma famille depuis 10 ans Afrique, et mon conjoint et moi avions envie de revenir en France avec nos deux enfants, et plus particulièrement en Bretagne d'où nous venions tous les deux.

Démarrer ce projet de podcasts était alors pour moi une façon de me réapproprier le territoire et le redécouvrir à travers le féminisme. J'ai évidemment toujours été pour l'égalité femmes-hommes mais c'est devenu un militantisme et un engagement depuis finalement assez peu de temps, surtout depuis le mouvement #MeeToo. A titre personnel, il a fait remonter tant d'histoires, et m'a fait prendre conscience de tout ce qui n'était pas normal. »

## « Se professionnaliser sur les questions d'égalité »

« Un deuxième déclencheur a été des mésaventures professionnelles depuis ma deuxième grossesse. J'ai vécu des formes de harcèlement. J'ai eu alors envie de prendre un tournant et me professionnaliser sur ces questionnements et ces déconstructions : le féminisme dans la parentalité, dans la maternité, dans le monde professionnel, l'intersectionnalité des luttes féministes, l'émergence des luttes antiracistes, etc. Alors en parallèle de mon travail de journaliste, j'ai repris une formation inter-universitaire à Rennes 2, en deux ans : « Etudes de genre », que j'ai terminée en septembre 2020.

J'ai donc décidé d'allier journalisme et genre, et le podcast est venu comme support évident parce que je suis journaliste spécialisée en Radio. C'est mon média préféré : je le trouve génial, on peut l'écouter quand on veut, et c'est accessible à tou.te.s. »

## Un congé parental pour expérimenter librement le podcast féministe

« Je suis actuellement en congé parental. Mon conjoint étant lui-même à 80 %, on s'organise pour que je puisse réaliser ces podcasts. J'aimerais à terme, pouvoir travailler en lien avec ce diplôme que je viens d'obtenir sur les questions de genre... mais je n'ai pas envie de quitter le journalisme non plus. Je ne cherche pas de travail actuellement donc « Breton.nes et féministes » est un bon moyen pour moi de continuer à réfléchir et faire ce que j'aime sans que ce soit une contrainte professionnelle.

Cela me permet aujourd'hui d'être alignée par rapport à moi-même, par rapport à ma conscience. Car je souhaite militer et je n'avais pas trouvé un moyen qui me convienne encore. Ces podcasts, c'est justement mon exorcisme à moi. Je me sens cohérente dans mes convictions et mes actions. Un.e journaliste, ça donne la parole. Alors je suis contente de pouvoir le faire, même en congé parental, et qui plus est pouvoir la donner à qui je veux, sans aucune pression...

Et aussi ça m'a permis de rencontrer pleins de gens, d'avoir des discussions intéressantes, de me déconstruire sur pleins de sujets... ça m'apporte beaucoup. Le congé parental est un choix mais pas un choix toujours facile. Ce projet me permet de continuer à réfléchir. »

## Cherchez-vous les spécificités du féminisme en Bretagne ?

« C'est une des premières questions que je me suis posée, je voulais explorer les particularités. Mais dans la mesure où je ne connais pas les autres territoires il est compliqué d'aborder des spécificités sans point de comparaison. Je me suis donc concentrée sur l'objectif de montrer qui se mobilise, pourquoi et quelles sont les initiatives. Et pour le moment je n'ai pas eu l'impression de croiser de spécificités bretonnes... ce qui ne m'empêchera pas de l'aborder si c'est justifié un jour ! »

## Quelle est votre ligne éditoriale : vos choix et vos limites ?

« J'essaie d'une part d'aborder des sujets contemporains et universels vécus et racontés par des bretons et bretonnes mais aussi et d'autre part, de parler de sujets féministes bretons pour aborder certaines particularités. Le prochain podcast est par exemple sur la grève des sardinières à Douarnenez. Un autre encore parlera prochainement d'un livre sur une féministe historique de Rennes.

Je veux rester généraliste dans l'exploration des féminismes. Je ne suis pas spécialisée dans un mouvement. Je veux que ce soit accessible à tous et toutes. Je veux parler de tout : de lutte intersectionnelle, de transphobie, d'éco-féminisme, de parentalité, de transidentité, de sexualité... Et il faut que ça reste audible pour tout le monde. »

Je n'ai aucune autre censure que la déontologie journalistique classique. Et les critères incontournables sont donc que la parole reste solidaire, tolérante, dans l'entraide, qu'il n'y ait pas de violence ou de dénigrement. Ce qui fait l'essence de toutes ces luttes sociales en somme.

## Vous donnez la parole aux bretonnes... et bretons : pourquoi le choix de la mixité sur ce sujet ?

« Je considère que l'égalité femmes-hommes passe par la lutte des femmes, mais les hommes doivent s'en emparer et devenir des alliés qui prennent leur part. Quand il y a du harcèlement de rue, que les hommes interviennent ! Quand leurs amis font des blagues sexistes, qu'ils interviennent ! Si un collègue a des gestes déplacés, qu'ils interviennent ! Ils ont leur part de responsabilité. Je comprends tout à fait la non-mixité.

Il ne faudrait pas que la parole masculine prenne le pas sur la parole féminine mais ce podcast reste différent d'un contexte de réunion... Et donc ne se pose pas de la même manière les enjeux de la prise de parole où des femmes se sentiraient plus libres en étant seulement entre femmes. Là, chacun est libre d'écouter le podcast. J'ai donc interviewé des hommes qui avaient des choses importantes à dire et partager. J'ai croisé un argument intéressant du côté des « Colleureuses » : elles collent entre femmes mais proposent aux hommes alliés de garder les enfants, de préparer à manger, d'acheter le matériel de colle et de pinceaux : « C'est comme ça que tu peux nous aider. »

# Ni hérité, ni acquis, un féminisme en construction!

## Donner la parole aux femmes avant tout

« C'est être pour une vraie égalité femmes-hommes. Quand on parle de féminisme on a encore aujourd'hui l'impression de faire lever des sourcils et soupirer d'impatience... alors que nous avons suffisamment de ressources dans l'actualité médiatique et politique pour comprendre l'importance de ces questions.

Être féministe, c'est laisser la parole aux femmes d'abord. Aux hommes alliés aussi mais aux femmes avant tout. C'est reconnaître que nous sommes dans un système patriarcal et avoir envie d'y mettre fin. Dans les cercles familiaux, parentaux, professionnels, amicaux, la chappe de la domination masculine est là. Rien n'est acquis. On n'a toujours pas les mêmes salaires. Il y a des violences conjugales, le

harcèlement de rue... ils reste des combats importants à mener. »

## Devenir mère : un déclic vers l'engagement féministe

« C'est vraiment une prise de conscience acquise au fur et à mesure. C'est surtout avec mes amies en grandissant, en

*« On ne doit pas apprendre à protéger nos filles, on doit apprendre à éduquer nos fils. »*

discutant, en devenant mère. Nous sommes d'ailleurs beaucoup dans mon groupe d'amie.e.s à être arrivé.e.s au féminisme par la parentalité car on ne veut pas laisser nos enfants grandir dans ce système -là. On ne doit pas apprendre à protéger nos filles, on doit apprendre à éduquer nos fils.

En ce sens « Balance ton porc » a été un grand déclic pour moi par rapport à toutes les choses qui me sont revenues de mon passé. Pas des choses graves, pas des choses pénales, mais des choses du quotidien, qui font partie de notre vie de femme, d'adolescente, de fille. »

## La transmission comme militantisme

« Je ne suis pas militante au sens historique d'appartenance à une association ou un mouvement. Je m'informe beaucoup, je lis, je fais de nombreuses recherches pour transmettre au mieux ces luttes aux enfants et dans mes podcasts. J'aimerais aller coller car je trouve que c'est un moyen intéressant quand on ne vient pas du militantisme. Le collage permet une action concrète sans que ce soit un engagement trop chronophage. C'est une interpellation non violente. »

## Le podcast

### un média idéal pour s'exprimer librement

« Je trouve que ce média est super car on peut l'écouter partout, tout le temps, en plusieurs fois. Dans la vidéo ou la lecture, on est plus concentré, plus captif.ive.

Du côté de la réalisation, c'est très intéressant : on peut jouer sur la durée que l'on souhaite. Mes podcasts durent 15-20min mais ça pourrait tout à fait être plus ou moins. Quand on parle de donner la parole aux concerné.e.s, le podcast est un média qui permet de leur laisser vraiment cette parole, son temps long, de manière moins formatée. Ça ne demande pas spécialement de moyen de production coûteux ou envahissants. C'est un plaisir de monter, de produire du son car je trouve ça doux en fait, le podcast.

Je diffuse aujourd'hui sur Facebook et Instagram. Je n'ai pas approché de radio encore. J'ai approché des médias bretons mais on peut parler d'un flop total ! Je pense que les médias bretons ne sont pas les plus progressistes côté presse écrite.

Le mot « féminisme » fait encore peur aujourd'hui. Je ne dis pas que c'est l'unique raison pour laquelle je n'ai pas de réponse, ceci dit ! Je ne suis pas encore dans cette recherche en tout cas, car je trouve que le podcast a cette liberté qui est rare et à laquelle je tiens : je suis ma propre rédactrice en chef, éditorialiste, et personne ne vient me dire ce que je produis ou non. Sur des sujets qui malheureusement prêtent encore à polémique, c'est quand même assez idéal de rester en podcast libre. »

# PORTRAIT *Chinois*

*Quelle féministe êtes-vous?*

**Si vous étiez un film ?** *Le documentaire « Petite fille »*

**Une musique ?** *« Penn sardin » : c'est mon générique pour le podcast, interprété par la chorale féministe Meuf, et il faut savoir que c'est la chanson de la grève des sardinières de*

**Un livre ?** *Le dernier qui m'a mise en colère et continue à déconstruire des choses, c'est le livre de Fatima*

**Une mobilisation ?** *Mee Too*

**Une revendication ?** *« Eduquez vos fils, plutôt que protéger vos filles ! »*

**Une femme ?** *Fiona Schmidt, qui a écrit « Lâchez nous l'utérus », et qui tient le compte Instagram « Bordel de mère ». Elle aborde la charge mentale des célibataires, c'est hyper intéressant en termes d'intersectionnalité et de déconstruction. Ou la bédéiste Emma qui a conceptualisé la charge mentale. En termes de convergence des luttes c'est génial.*

**Un homme ?** *Guillaume Meurice pour son humour et son engagement d'allié.*

**Un podcast ?** *« Un podcast à soi » de Charlotte Bienaimé sur Arte.*



BRETON.NES ET FÉMINISTES

### Entretien avec Tiphaine Dieumegard, sur le sexe (dit) féminin et masculin expliqué aux enfants.

Episode 12, lundi 8 février 2021, Forêt Fousseann.



BRETON.NES ET FÉMINISTES

### Entretien avec Fatima Ouassak et Priscilla Zamord. Politiser le rôle des mères racisées des quartiers populaires.

Episode 9, lundi 25 janvier 2020, Rennes / Bagnolet



BRETON.NES ET FÉMINISTES

### Reportage chez Mamaquez, pour se réapproprié son corps et les savoirs gynécologiques.

Episode 6, lundi 16 décembre 2020, Pléchairel



BRETON.NES ET FÉMINISTES

### Entretien avec Lydie Porée sur l'histoire du féminisme à Rennes, 1965-1985.

Episode 5, lundi 23 novembre 2020, Rennes.



BRETON.NES ET FÉMINISTES

### Entretien avec Jean-Marie Goater, éditeur militant et féministe

Episode 3, lundi 19 octobre 2020, Rennes



BRETON.NES ET FÉMINISTES

### Entretien avec Bulot, cyber-féministe.

Episode 7, lundi 28 décembre 2020, Quimper.



BRETON.NES ET FÉMINISTES

### Entretien avec Awa Gueye, sur le racisme et les violences policières.

Episode 2 Actu, lundi 30 novembre 2020, Rennes



BRETON.NES ET FÉMINISTES

### Entretien avec Juliette Rousseau, autrice de Lutter ensemble, pour de nouvelles complicités politiques.

Episode 8, lundi 11 janvier 2021, Rennes.



BRETON.NES ET FÉMINISTES

### Reportage avec le collectif Thomas Bouloù, sur la contraception masculine.

Episode 4, lundi 7 novembre 2020, Quimper.



BRETON.NES ET FÉMINISTES

### Reportage avec les colleuses féministes de Brest.

Episode 2, lundi 5 octobre 2020, Brest.



BRETON.NES ET FÉMINISTES

### Entretien avec Bleuenn, lycéenne, sur le mouvement #lundi14septembre

Episode 1 Actu, lundi 12 octobre 2020, Morlaix



BRETON.NES ET FÉMINISTES

### Lou Millour, militante féministe et co-organisatrice du festival Very Bad Mother

Episode 1, 21 septembre 2020, Concarneau